

Camps et homes d'accueil valaisans

Panorama,
travaux et rencontres

p a r
D a v i d
M i c h i e l a n

┌ Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse hébergea un peu moins de 296 000 étrangers en quête d'asile sur son territoire. Parmi le contingent de réfugiés accueillis, la catégorie des militaires internés, prisonniers de guerre évadés, déserteurs et hospitalisés fut la plus considérable¹. En Valais, plus de trente communes, situées aussi bien en plaine que dans des régions d'altitude, ont été confrontées au refuge. Il y eut non seulement des réfugiés

logeant dans des homes d'accueil, mais également des réfugiés civils et des internés militaires établis dans des camps qui participèrent à divers travaux en plein air.

Le refuge de civils et les camps de travail ont déjà été analysés dans plusieurs études régionales (Jura, Vaud, Fribourg, Genève, Grisons, Schaffhouse et actuellement Tessin). L'histoire de ces camps, bien que présente dans la mémoire collective, est aujourd'hui mal connue

■
¹ La Confédération hébergea 6000 émigrants déjà présents avant les hostilités. A cela s'ajoute un peu moins de 60 000 réfugiés, 60 000 enfants, 66 000 voisins immédiats et 104 000 militaires. LASSERRE 1995, p. 357.

de la population valaisanne qui n'en mesure sans doute pas l'ampleur. Une fois passé la frontière et les premiers écueils administratifs, les réfugiés se trouvaient dans un *havre de paix*. La guerre restait certes en filigrane, mais leur quotidien allait être bouleversé. Leurs journées pouvaient s'écouler de façon très différente selon le rythme du camp ou du home et celui des saisons. Certes les événements extérieurs gardaient leur emprise et déterminaient aussi la durée de séjour des internés et des réfugiés. Toutefois, leur existence quotidienne allait être influencée par la vie locale, souvent en porte-à-faux avec les événements tragiques extérieurs à la Suisse.

Comme des *archéologues des temps modernes*, nous chercherons à découvrir les lieux valaisans dans lesquels ces internés et ces réfugiés ont logé et participé à l'effort national de guerre sur le territoire cantonal. Dans un deuxième temps, nous analyserons les relations entretenues ou tolérées avec la population locale².

PANORAMA CANTONAL

Etablie à l'aide des sources disponibles aux Archives fédérales et cantonales ainsi que de quelques indications éparses récoltées au sein des archives communales et dans la presse, la liste des camps situés sur le territoire valaisan entre 1940 et 1945 permet de distinguer deux grandes catégories : d'une part les camps de travail réservés aux internés civils régis par la Zentralleitung (ZL) et le Département fédéral de justice et police (DFJP), exceptionnellement par le Ministère public fédéral (MPF); d'autre part les camps d'internés militaires régis par le Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation (CFIH) dépendant du Département militaire fédéral (DMF).

Si dans le Jura et dans d'autres cantons, les camps militaires se sont multipliés dès 1943, leurs implantations en Valais se sont opérées avant tout de septembre 1940 jusqu'en automne 1943. Les camps civils, quant à eux, sont apparus à partir de 1942, car l'afflux massif de réfugiés provenant principalement de France, de

Hollande et de Belgique a nécessité une réorganisation du refuge. La première phase de l'accueil fut alors modifiée. Les réfugiés civils étaient dirigés dans les camps d'accueil après le passage en camp de triage et de quarantaine. La deuxième phase fut aussi développée en plaçant les réfugiés hommes (entre 16 et 60 ans) dans des camps de travail alors que les vieillards, les hommes inaptes au travail, les femmes et les enfants étaient répartis dans des homes ou chez des particuliers.

On peut relever qu'une majorité de camps furent établis dans la plaine du Rhône. Ce choix s'inscrivait dans le sens d'une des fonctions des camps de travail, à savoir *pallier le manque de main-d'œuvre nécessaire à l'extension des cultures et faire contribuer les réfugiés à l'effort national d'autosuffisance alimentaire*³. En mars 1941, un camp d'émigrants allemands, le premier à être établi en Valais dans le cadre du plan Wahlen, était situé au cœur du domaine de Savora sur le territoire de la commune de Vouvry⁴. Quelques mois plus tard, au printemps 1941, lorsqu'on organisa les travaux en plein air pour les internés militaires, on divisa la Suisse en sept secteurs : Argovie, Grisons, Reuss, Rhône, Seeland, Thur et Tessin. Le secteur d'internement Rhône, dont les frontières administratives évoluaient régulièrement, et qui ne se limitait pas au seul canton, a été dirigé par le lieutenant-colonel Jacquat jusqu'en octobre 1942, puis par le colonel Perret jusqu'à la fin des hostilités⁵. Bien que le secteur Rhône était en partie situé sur le territoire valaisan, les camps militaires ne dépendaient pas des autorités cantonales, mais du Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation. Au secteur Rhône, le poste de contrôle a été établi dans un premier temps à l'hôtel Beau-Site à Aigle avant d'être transféré à Vevey⁶. Lors de sa mise en place, le secteur ne comportait qu'un camp d'officiers polonais à Henniez, un camp d'internés à Illarsaz et deux détachements de travail, ceux du Mont-Chemin au-dessus de Martigny et de Chandoline près de Sion⁷. Chaque camp de base était composé d'un commandant suisse, habituellement un

■
² Une étude complète de la question sera réalisée prochainement dans le cadre de mon mémoire de licence à l'Université de Fribourg portant sur Les camps et homes d'accueil en Valais pendant la Deuxième Guerre mondiale.

³ LASSERRE 1995, p. 239.

⁴ CONF, 31 mars 1941, *Monthey et le plan Wahlen*, A.F.

⁵ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 651.

⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 674, Rapport de l'inspection du secteur Rhône par le CFIH datant du 17 décembre 1941.

⁷ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777.

capitaine, d'un fourrier et d'un ou deux officiers d'ordonnance. La cuisine, les ateliers de réparations ou d'autres travaux pour le camp étaient confiés aux internés. Chaque secteur était composé d'une dizaine de camps de base et de plusieurs détachements de travail. Ceux-ci participaient notamment à la construction de routes, à des travaux d'écorage ou de déboisement. Les hommes regagnaient en principe leur camp de base après la fin des travaux ou lors de l'arrivée des premières neiges. En Suisse, il n'existait pas seulement des camps de travail, des camps universitaires ou des camps d'officiers, mais également des camps disciplinaires,

dont le plus connu demeure celui de Wauwilermoos. Les internés devaient y subir leur peine de prison en cas de refus d'ordre, de rixes, de tentatives d'évasion ou de rentrées tardives.

En juin 1940, la défaite française a imposé à la Suisse l'accueil de l'armée du général Daille, en pleine déroute, qui était composée en partie de soldats polonais. Selon la Convention de La Haye, prévoyant l'internement des unités militaires, il fallut désarmer, transporter, nourrir et loger à l'improviste les 29 000 Français, les 12 000 chasseurs à pied polonais de la division du général Prugar-Ketling, de



Carte du secteur Rhône dessinée par un interné polonais et représentant les camps d'internés militaires polonais d'août 1940 à octobre 1943
(Archives privées de la famille Perret)

même que certains détachements anglais et belges, sans parler d'un important matériel, de véhicules et de chevaux. Deux jours après le franchissement de la frontière, le colonel divisionnaire de Muralt a été nommé commissaire fédéral à l'internement. Dans l'improvisation, un vaste camp fut alors ouvert à Büren dans le canton de Berne. On y rassembla 7000 hommes, dont 1000 internés disciplinaires. Cette première phase de l'internement se révéla un désastre. Se sentant mal encadrés par leurs officiers, désœuvrés, démoralisés, assimilés aux hommes punis, les internés suscitérent de tels incidents que la garde suisse dut faire usage de ses armes pour rétablir l'ordre. Dès qu'on eut du travail à leur fournir, on les dispersa au sein de camps bien plus modestes dans l'ensemble du pays⁸.

Ainsi, à partir de septembre 1940, les premiers internés polonais du secteur Seeland ont été transférés aux mines de Chandoline. Ce détachement comprenait à ses débuts un lieutenant, douze sous-officiers et trente-trois soldats. Un an plus tard, vingt internés polonais furent transférés d'un camp de la région de Coire dans les Grisons aux mines du Mont-Chemin⁹. A la même période, des internés polonais travaillaient également au barrage d'Illsee, culminant à 2350 m d'altitude et situé entre la vallée de Tourtemagne et le val d'Anniviers¹⁰. A Illarsaz, le premier camp de base d'internés polonais fut établi en novembre 1941. En décembre 1941, le camp de Châteauneuf était en formation¹¹. De mars à mai 1942, les camps de Saillon et de Granges (dont les internés provenaient de Mattsingen) ont été construits et le secteur Rhône s'était déjà passablement agrandi¹². En septembre 1942, sur les cinq camps établis dans le secteur Rhône, quatre se trouvaient en Valais. A ceux-ci s'ajoutaient encore trois détachements de travail : à Crans, à Chandoline et au Mont-Chemin. Le secteur Rhône comprenait alors 981 internés, dont 915 Polonais (108 officiers, 183 sous-officiers et 624 soldats)¹³.

En février 1943, dix camps d'internement figuraient dans le secteur Rhône, dont six en

Valais. Le camp d'Illarsaz constituait le plus grand camp valaisan avec 190 occupants, suivi de Châteauneuf (180), de Granges-Lens (128) et de Saillon (103). Deux détachements de travail occupaient encore nonante internés aux mines de Chandoline et dix-neuf à celles du Mont-Chemin. Ainsi, sur 1027 internés militaires du secteur Rhône, 710 étaient placés en Valais. Mis à part le plan Wahlen et le travail dans les mines, les internés polonais ont réalisé d'autres types de tâches : à Montana, des travaux de terrassement pour le nouveau tronçon du ski lift du Mont-Lachaux; d'autres au barrage d'Illsee, pour son réhaussement; à Wiler et Blatten, des travaux pour le compte des autorités communales, à la suite à des dégâts provoqués par une tempête en août 1944. Un chemin tracé près de Blatten par les internés polonais, appelé *Polenstutz* par les habitants du lieu, est demeuré dans la mémoire collective.

Composé uniquement de soldats polonais jusqu'en juin 1943, l'effectif des internés militaires en Valais est complété par la suite de soldats italiens et de prisonniers soviétiques. Ces derniers, capturés lors de l'avancée allemande de 1942, ont travaillé dans des camps en Allemagne et en Italie avant de fuir pour gagner la Suisse¹⁴. Les prisonniers accueillis dans le camp d'Andelfingen furent transférés dans celui de Rarogne le 19 juin 1943 à la suite d'une grève de la faim accompagnée d'un refus de travailler¹⁵. Le camp de Rarogne a été fermé le 10 décembre 1943 et les occupants ont été transférés au camp du Chaluët dans le Jura bernois¹⁶. A Illarsaz, les prisonniers de guerre soviétiques sont arrivés en 1945 et y sont demeurés jusqu'à leur rapatriement.

A la suite des événements survenus en Italie en septembre et en octobre 1943, 20 000 soldats et civils ont franchi en différents endroits les frontières italo-suisse et franco-suisse¹⁷. Les arrivées se sont succédées : une cinquantaine de soldats italiens ont atteint Arolla après avoir effectué une pénible marche en montagne; à Champex, un groupe de soldats et de douaniers a été *récupéré* puis amené à Monthey où la colonie italienne leur a réservé un accueil cor-

⁸ ■ LASSERRE 1995, pp. 150-153.

⁹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre datée du 27 septembre 1941 du commissaire fédéral à l'internement et à l'hospitalisation au commandant du secteur Grisons concernant le détachement du Mont-Chemin.

¹⁰ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 746, Inspection du major Frey, chef du camp de Büren du 31 octobre 1941.

¹¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 651, Rapport daté du 29 décembre 1941 concernant la réorganisation interne et administrative des secteurs.

¹² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de juin 1942.

¹³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du secteur Rhône de septembre 1942.

¹⁴ AF, E 4800.1 (-), 1967/111, vol. 74, mai 1950.

¹⁵ AF, E 4800.1 (-), 1967/111, vol. 74, Rapport d'audition du Département militaire fédéral par le premier brigadier Eugster daté du 19 octobre 1943.

¹⁶ AF, E 4800.1, (-), 1967/111, vol. 74, résumé de l'activité du délégué du CICR d'avril 1943 à octobre 1944.

¹⁷ RH, 28 septembre 1943, *Réfugiés italiens en Suisse*.

dial¹⁸; à Martigny, le 14 septembre, une trentaine d'Alpini, déjà désarmés, sont arrivés de Haute-Savoie par les montagnes du Buet¹⁹. Après le passage de la frontière, les soldats étaient désarmés et internés²⁰. Parmi ces réfugiés, certains ont été directement emmenés vers d'autres cantons. Ainsi, soixante Alpini et Carabinieri stationnés à Viège furent dirigés de Brigue à Ins le 20 septembre 1943. D'autres, en revanche, restèrent en Valais, leur arrivée massive donnait la possibilité de créer des détachements de travail dans le Haut-Valais²¹ : à Reckingen, à Rarogne et à Tourtemagne, de même qu'à Ulrichen et à Münster afin d'effectuer des travaux pour le compte de l'armée²². D'autres détachements réalisèrent des travaux d'abattage et de roulage, comme à La Crétaz vers Salvan ou à La Douey près d'Orsières en 1943.

Des réfugiés civils travaillaient également à l'assainissement de la plaine du Rhône. Jusqu'en 1938, les fugitifs arrivés d'Allemagne ou d'Europe centrale n'avaient que le droit de transiter par la Suisse. Par contre, à partir du mois de juillet 1942, les réfugiés admis en Suisse étaient autorisés à y rester jusqu'à la fin de la guerre. Au début de l'année 1940, les premiers permis de travail furent créés par les autorités fédérales, mais l'internement collectif a pris toute son ampleur à partir de l'été 1942. Dès lors, tous les civils entrés en Suisse étaient internés dès leur arrivée dans des camps d'accueil sous contrôle militaire, avant d'être dirigés, après une visite médicale, dans des camps de travail civils²³. En Valais, deux camps d'accueil ont été constitués : à Martigny dans un ancien théâtre scout et à Brigue dans l'ancienne fabrique de pâtes del Oro. En prin-

-
- ¹⁸ NF, 15 septembre 1943, *Ce qui se voit à la frontière italo-suisse*.
- ¹⁹ RH, 14 septembre 1943, *Soldats italiens en Valais*.
- ²⁰ AF, E 5471 (-) - /1, vol. 623, Lac Noir, Rapport du 26 décembre 1944 sur la situation des formations partisans garibaldiennes au Lac Noir.
- ²¹ AF, E 5791 (-) - /1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant du secteur Rhône daté d'octobre 1943.
- ²² AF, E 5791 (-) - /1, vol. 777, Rapport sanitaire d'octobre 1943.
- ²³ NARBEL 2003, p. 152.



Vue générale du camp de Saillon, appelé Tobruk par les internés et les villageois
(Archives privées de la famille Perret)

cipe, les réfugiés ne devaient effectuer qu'un bref passage dans les camps d'accueil à régime militaire. Ils étaient censés y séjourner trois semaines, *une quarantaine médicale et politique qui permettait de jauger les nouveaux arrivants*²⁴. Ensuite, on les dirigeait vers leur lieu de résidence : camps de travail civils, homes, familles d'accueil ou pensions.

Les camps de travail de réfugiés ont été établis dans le Valais central et dans le Haut-Valais, principalement dans les localités de la plaine (Châteauneuf, Granges, Pont-de-la-Morge, Sierre, Chalais, Gampel, Rarogne, Salgesch et Viège) à l'exception des camps de Haute-Nendaz et de Montana. Parmi ces camps, seuls ceux de Rarogne et de Sierre étaient composés exclusivement de Juifs de différentes

nationalités. Les quelque deux cents réfugiés israéliens étrangers du camp de Sierre placés sous le contrôle de l'Agence juive avaient pour tâche de défricher vingt hectares de terrains, situés sur la rive droite du Rhône entre Chippis et Sierre, mis en location par la bourgeoisie de Sierre à la communauté juive de Zurich pour dix ans²⁵. En 1942 et 1943, les réfugiés avaient dû assurer des travaux de drainage dans les prés marécageux et creuser des tranchées d'assèchement. En hiver, les réfugiés devaient entretenir les berges du Rhône et piocher la terre gelée²⁶. On a essayé d'y cultiver des plantes de tabac sous la direction du réfugié belge Weitzmann, ingénieur agronome, de même qu'un vignoble du côté de Salgesch²⁷. Enfin, un détachement d'une vingtaine d'étudiants a

■

²⁴ HAYMANN 1984, p. 122.

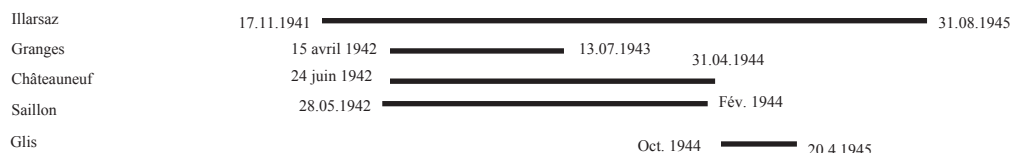
²⁵ CONF, 24 avril 1943, Un des plus beaux domaines de Suisse, G. A.; ce domaine n'est pas à confondre avec le domaine du bois de Finges (320 hectares).

²⁶ REGARD 2002, pp. 96-97.

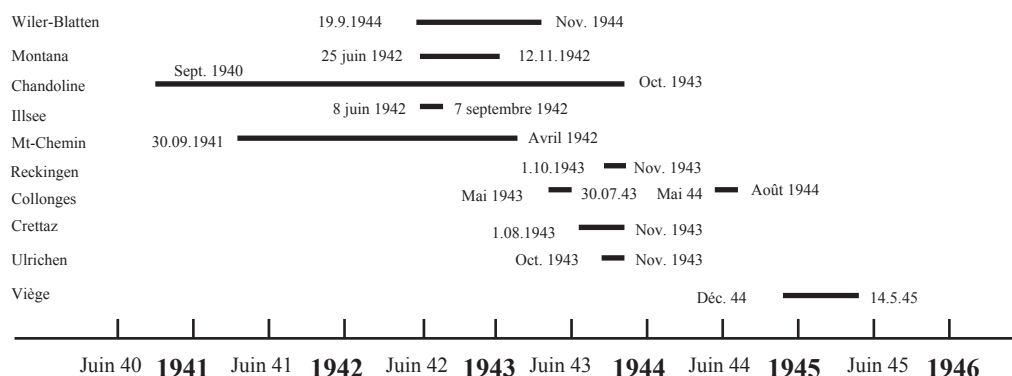
²⁷ Les travaux pour préparer la terre pour les vignobles étaient très durs, mais utiles [...] Il faisait très chaud, nous travaillions toute la journée, y compris les après-midi de grosse chaleur. Alors nous avons protesté et fait grève, FRAENKEL Boris, pp. 57-58. Boris Fraenkel, né à Dantzig en 1921, est un révolutionnaire trotskiste devenu connu en 1995 lorsqu'il fut question du passé trotskiste de Lionel Jospin. Pour découvrir son itinéraire personnel et sa trajectoire politique se référer à l'ouvrage cité ci-dessus.

Internement militaire polonais en Valais

Camps de base



Détachements



Ouverture et dislocation des principaux camps de base et détachements de travail des internés militaires polonais

participé aux vendanges sur les hauteurs de Niouc pour les besoins propres du camp. Si le camp de Sierre était composé de réfugiés israéliques, les autres camps étaient, par contre, composés de personnes aux aspirations religieuses et origines diverses. Le camp de Granges comprenait trente réfugiés grecs et cent septante français en 1942. Les nationalités des résidents changeaient avec le temps. Dans le camp de Pont-de-la-Morge, des réfugiés français, dont une majorité d'alsaciens, furent remplacés par des réfugiés italiens, à la suite des événements du val d'Ossola. Par leur labeur, ils ont transformé une terre alluviale en un domaine propre aux cultures. Dans ce camp, une vingtaine de réfugiés ont travaillé chez des paysans, des vigneron ou pour l'Ecole d'agriculture voisine de Châteauneuf²⁸. A Lalden, des Polonais du camp de Viège ont effectué divers travaux d'assainissement. A noter encore la présence à Granges d'un camp disciplinaire pour réfugiés civils. Les pensionnaires du camp logeaient dans la colonie pénitentiaire valaisanne au même titre que les prisonniers suisses. Durant leur journée, ils étaient soumis à des travaux de défrichement²⁹.

Comme on peut le constater par ce panorama, le camp de travail, avec ses annexes, formait le pilier principal du système. Le quotidien des réfugiés civils et celui des internés militaires comportait de nombreuses similitudes. Ces deux types d'internement reposaient en effet sur des principes où se mêlaient tradition d'accueil helvétique, pragmatisme, improvisation manifeste face aux circonstances continuellement nouvelles et une volonté évidente de raccourcir le séjour des internés. Certes, les conditions matérielles d'internement différaient selon les camps de travail, mais sans grande nuance entre les civils et les militaires : mêmes baraquements précaires en bois, installations sanitaires rudimentaires et tensions liées à la promiscuité. Les types de travaux physiques effectués se ressemblaient également : drainages, construction de routes, défrichages pour accroître les zones cultivables, extraction de tourbe pour remplacer le charbon, terrassements et mises en cul-

ture. Malgré toutes ces similitudes, la comparaison entre le traitement réservé aux civils et aux militaires internés tourne le plus souvent à l'avantage des seconds, car pour ces derniers, comme le souligne Claude Hauser, *les droits étaient réglementés par les conventions internationales, et le vécu quotidien en Suisse était par conséquent susceptible d'être plus facilement soumis au regard de l'extérieur*³⁰.

D'une manière générale, l'installation de camps de travail dans les régions valaisannes ne semble pas avoir posé de problèmes particuliers. Aucun document ne fait allusion à la position officielle du canton du Valais face à leur implantation. Par contre, à l'échelle locale, la plupart des communes se sont montrées réceptives aux demandes de la Direction centrale des camps. Seuls la population de Tourtemagne et son président furent réticents. En effet, peu après l'ouverture, en octobre 1943, d'un camp de réfugiés italiens, situé à proximité du village, la population de Tourtemagne aurait exercé *une résistance passive vis-à-vis des internés italiens et des troupes suisses à disposition de l'Internement*³¹. Malgré tout, le camp fut maintenu.

Comme dans les cantons du Jura ou de Fribourg, cette faible contestation quant à l'établissement de camps s'explique par leur implantation dans des endroits isolés et par les règles strictes, en particulier pour les sorties et les congés, imposées aux internés. De plus, les communes choisies bénéficiaient de l'assainissement et de la mise en culture de terrains, jusqu'ici en friche, à moindre frais, grâce aux subsides de la Confédération³².

Par contre, plusieurs stations touristiques furent moins bien disposées à transformer leurs hôtels en homes d'accueil. A la suite de la réorganisation du refuge en 1943, les hommes inaptes au travail, âgés de 16 à 60 ans, n'étaient pas soumis dans les divers camps à des travaux manuels en plein air; ils étaient hébergés dans des homes d'internement, tout comme les femmes placées dans des homes particuliers, et chargées de travaux de repassage, de lessive ou de couture³³. Pour réduire ou supprimer les coûts, l'administration

■
²⁸ AF, E 4800.1. (-), /1967/111, vol. 14, Rapport sur la visite des camps en Valais faite le 5 août 1944 par la section du travail du CFIH.

²⁹ AF, E 4800.1., 1967/111, vol. 34, Lettre inconnue adressée à Schürch datée du 12 juin 1944.

³⁰ HAUSER 1999, p. 68.

³¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 674, Rapport de visite du lieutenant Huber, officier de matériel, concernant le camp des internés italiens de Tourtemagne (25 et 26 octobre 1943).

³² HAUSER 1999, p. 69.

³³ NARBEL 2003, p. 152.

aurait souhaité loger chez des particuliers ceux qui, politiquement sûrs, ne pouvaient pas être assignés à des camps de travail. L'afflux obligea cependant à se résoudre à des placements collectifs. En suivant les instructions de décembre 1942 et l'arrêté du 12 mars 1943, la Confédération a recouru à des pensions ou à des hôtels désaffectés qui, compte tenu des circonstances, ne manquaient pas. Mais, il n'était pas toujours facile de persuader cantons ou communes d'accepter ces hôtes forcés et démunis dans des lieux de villégiatures³⁴. En novembre 1944, les communes de Saas-Fee, de Loèche et de Zermatt reçurent l'ordre de réquisitionner certains hôtels. Selon la Confédération, Zermatt devait accueillir 1500 réfugiés, Saas-Fee 450 et Loèche 700. Dans une lettre adressée au conseiller d'Etat Troillet, l'Association hôtelière valaisanne demandait d'intervenir auprès de l'autorité fédérale compétente pour la rendre attentive au préjudice qu'allait éprouver les régions touchées. Au pire des cas, ces stations demandaient que les réfugiés les aient quittés à la fin mai 1945 au plus tard, afin de préparer la saison d'été et de *sauvegarder les intérêts des stations menacées*³⁵. Il faut dire qu'à Loèche-les-Bains, par exemple, l'hôtellerie connaissait une progression économique intéressante. Depuis les années vingt, la station s'était efforcée de moderniser ses hôtels et ses bains. Grâce aux efforts entrepris, elle avait atteint, en terme de fréquentation, le troisième rang des stations de cure suisses. L'ordre de réquisition touchait la *Société des hôtels et des bains* qui possédait à elle seule cinq hôtels et 350 lits et qui, depuis le début des années trente, jouissait d'une vogue considérable. Selon son Conseil d'administration : *la réquisition [des] établissements va condamner cette saison en privant un grand nombre de malades suisses de leur cure et va compromettre, en outre, pour plusieurs années, l'activité de [la] Société et de la station*³⁶. En compensation, Loèche-les-Bains proposait tout de même d'aménager deux autres hôtels. Comme on peut le constater, le refus était motivé par

des enjeux économiques. Si aucun home d'accueil n'a été ouvert dans ces trois destinations touristiques, plusieurs stations valaisannes se montrèrent plus accueillantes, comme Champéry ou Morgins. Certains homes ont même été ouverts dans le Réduit national, comme à Montana, à Finhaut, à Täsch, à Randa ou à Saint-Nicolas. Devant l'afflux de réfugiés en 1943/1944, on tenta de regrouper des populations homogènes par leur nationalité ou par leur appartenance religieuse. Ainsi, les personnes attachées à la pratique du judaïsme, déterminées par l'expression *juifs suivant le rituel* dans les rapports des Archives fédérales, furent dirigées vers le centre d'accueil de Morgins (où plus de 300 réfugiés étaient établis). Le home d'accueil de Champéry, sous contrôle de l'autorité militaire, fut de loin le plus peuplé de Suisse avec 650 résidents en juin 1944³⁷ (283 femmes, 277 hommes et 90 enfants), dont 571 étaient de religion juive en juin 1944. Parmi ceux-ci, 168 étaient pratiquants³⁸. Le camp comptait également des protestants qui assistaient au culte à Monthey et des orthodoxes qui le suivaient à Territet³⁹. Les réfugiés provenaient de toute l'Europe : principalement d'Allemagne, mais également de Pologne, d'Italie, de Yougoslavie, de France, de Tchécoslovaquie, de Belgique, de Grèce, de Hongrie ou de Roumanie. Certains avaient une origine plus lointaine comme la Russie, la Lituanie, la Palestine, voire l'Amérique latine (Argentine). De nombreux apatrides, sans doute d'Allemagne ou d'Autriche, vivaient également dans le camp. Pour loger ces ressortissants cosmopolites, le camp d'accueil se composait de neuf pensions et d'hôtels différents, dont deux établissements étaient réservés à des enfants répartis selon leur âge. Si le commandant et les hauts responsables du camp étaient suisses, la plupart des tâches étaient réalisées par les internés eux-mêmes. Un service sanitaire était pris en charge par un médecin suisse épaulé par quatre médecins internés et un dentiste. Pour les enfants, les soins étaient apportés par leur propre mère ou par un personnel spécialisé, tandis que l'enseignement scolaire leur était

³⁴ LASSERRE 1995, p. 245.

³⁵ AEV, 3510.4, vol. 20, Lettre du 24 novembre 1944 de l'Association hôtelière du Valais adressée au conseiller d'Etat Troillet, chef du Département de l'intérieur.

³⁶ AEV, 3510.4, vol. 20, Lettre datant du 16 novembre 1944 du Conseil d'administration de Loèche-les-Bains adressée au chef du Département militaire fédéral.

³⁷ AF, E 4001 (C), vol. 19, Rapport du CFIH du 9 mars 1943. Le nombre de réfugiés variait constamment. Par exemple, en mars 1943, le home d'accueil en logeait 339 alors qu'en novembre 1943, il n'en accueillait que 207.

³⁸ AF, E 4800.1. (-), 1967/111, vol. 14, programme détaillé de la semaine culturelle se déroulant du 1^{er} au 7 août 1944 à Champéry.

³⁹ NARBEL 2003, p. 154.

donné par des enseignants choisis parmi les internés. Comme on peut le constater, ces réfugiés vivaient pratiquement en autarcie – la plupart des tâches essentielles à la vie intérieure et extérieure du camp étant remplies par les internés eux-mêmes. Ces derniers travaillaient huit heures par jour et étaient encore responsables de la cuisine, des combustibles, du chauffage, de la lessive, de la menuiserie, de la lumière, de l'eau et du repassage. Des ateliers étaient également mis sur pied, comme pour la couture, les travaux de cordonnerie, ou de reliure. Maxime Gay-des-Combes, un habitant de Finhaut, a gardé le souvenir de ces activités : *Les réfugiés étaient occupés à des corvées. Ils travaillaient à la coupe du bois ou allaient chercher le lait à la gare de Finhaut chaque matin. Le lait provenait de la Centrale de Vernayaz et était acheminé en train jusqu'à Finhaut. Ce lait ne servait qu'aux réfugiés. L'hiver, ils utilisaient une grande luge pour remonter la boille tous les matins depuis la gare. Les provisions pour les réfugiés venaient également d'ailleurs. Je ne sais pas d'où*⁴⁰.

Le village de Finhaut a connu plusieurs vagues de réfugiés. Logés dans les deux plus grands hôtels de la station pouvant accueillir une centaine de réfugiés chacun, les premiers sont arrivés en décembre 1942 et provenaient essentiellement de France, d'Italie ou d'Allemagne. En 1943, de nouveaux arrivants principalement ukrainiens et polonais furent placés à la Croix-Fédérale et à la Villa Viktoria. Certains restèrent jusqu'en automne 1945, d'autres décidèrent de rentrer plus vite en franchissant clandestinement la frontière française à proximité du village, si bien qu'à la fin de la guerre, il n'y avait pratiquement plus de réfugiés dans la station. Alors arrivèrent des soldats tuberculeux allemands, dont le séjour fut contesté par l'opinion publique locale et *Le Confédéré*.

A Täsch, à Randa ou à Montana, des homes pour femmes et enfants ont été mis sur pied. A Montana, environ 150 réfugiées majoritairement israélites logeaient à l'Hôtel Viktoria accompagnées de leurs enfants. A Täsch, un hôtel réquisitionné servait, en l'absence de

touristes, de camp de travail pour jeunes femmes juives non pratiquantes, principalement d'origines italienne, tchèque, polonaise et française. Les conditions de logement paraissaient excellentes pour l'époque, puisque les réfugiées avaient une chambre pour quatre avec une toilette commune⁴¹. A Täsch, les enfants étaient confiés à une personne chargée de la garderie pendant que les mères s'occupaient de l'entretien de l'hôtel. Selon le règlement des centres d'accueil, les femmes n'avaient pas le droit de rendre visite à leurs enfants à la garderie pendant la journée.

Elie Zwissig, président de la ville de Sierre, a retracé l'activité du Secours aux enfants depuis le début de la Guerre mondiale dans un rapport annuel et en a profité pour établir un bilan du refuge en Valais jusqu'en 1949. Selon lui, dans les huit homes d'accueil (Täsch, Saint-Nicolas, Randa, Rarogne, Finhaut, Montana, Morgins et Champéry), quinze nations et huit religions différentes furent représentées, sans compter les 166 enfants sortis de ces camps et répartis dans les familles.

LES INTERNÉS POLONAIS : DES MINES AU BARRAGE

Les charbons indigènes contribuèrent dans une mesure appréciable à l'approvisionnement du pays en combustible. La pénurie de matières premières imposa, comme lors de la Première Guerre mondiale, l'exploitation des réserves minérales et fossiles. Aussi de nombreuses petites entreprises surgirent au début de la Deuxième Guerre mondiale pour extraire de l'anthracite, du lignite, de la houille schisteuse voire du minerai⁴².

En Valais, l'unique mine d'anthracite qui subsistait encore avant la Seconde Guerre mondiale était celle de Grône I. C'est alors que l'on réactiva la mine de Chandoline près de Sion⁴³, une des anciennes du canton. En 1937, alors que la mine avait été abandonnée depuis 1921, l'entrepreneur montheysan bien connu Joseph Dionisotti avait entrepris des sondages afin d'alimenter les fours de sa fabrique de chaux

■
⁴⁰ Interview de Maxime Gay-des-Combes réalisé le 11 août 2004 à Finhaut.

⁴¹ REGARD 2002, p. 95.

⁴² AF, E 7393, vol. 173, Lettre envoyée le 20 février 1941 par le Département fédéral de l'économie public aux gouvernements cantonaux.

⁴³ Quelques mois plus tard, le travail avait repris aux mines de Ferden, de Bramois, de Vernayaz, de Haute-Nendaz, de Dorénaz et de Grône II, si bien qu'en 1941 déjà, toutes les mines d'anthracite exploitées entre 1914 et 1918 étaient de nouveau en pleine activité, in *L'économie de guerre en Suisse, 1939/1948, Rapport du Département fédéral de l'économie publique*, publié par la Centrale fédérale de l'économie de guerre, Berne, 1951, p. 860.

à Monthey⁴⁴. Le Conseil d'Etat du Valais lui accorda la concession en novembre 1938⁴⁵. Toutefois, il n'avait pas encore atteint les filons exploitables au début de l'année 1940 et les frais de prospection atteignaient le million de francs. Loin de se décourager, Joseph Dionisotti persévéra et commença finalement l'exploitation au printemps 1940.

Pour intensifier l'exploitation des mines de Chandoline, Joseph Dionisotti a demandé à la Confédération, en août 1940, une douzaine d'ingénieurs, de techniciens et de contremaîtres spécialistes des mines de charbon; si la main-d'œuvre valaisanne existait, les cadres spécialisés faisaient défaut. Le commissaire fédéral à l'internement de Muralt accepta de détacher des hommes choisis parmi les internés polonais, car écrit-il, *l'extraction du charbon en Suisse est d'intérêt national et la mine de Chandoline serait, aux dires des intéressés, d'un grand rendement qualitatif et quantitatif*⁴⁶. Dans la lettre envoyée à Joseph Dionisotti, de Muralt exigeait encore que ces internés reçoivent un salaire relativement élevé, soient bien nourris, bien logés et surveillés par la gendarmerie valaisanne.

Le 27 septembre 1940 déjà, les premiers internés militaires polonais arrivèrent aux mines de Chandoline. Le lieutenant polonais Raspondek était responsable des quarante-cinq internés. Il fut d'une aide précieuse pour l'entrepreneur montheysan, grâce à sa grande expérience acquise aux mines de Kattowitz. La plupart des internés polonais étaient également mineurs de métier. Un an plus tard, vingt internés polonais ont été transférés depuis un camp de la région de Coire pour travailler aux mines du Mont-Chemin au-dessus de Martigny⁴⁷. Toujours en automne 1941, des internés polonais ont également travaillé au barrage d'Illsee. Les travaux consistaient à rehausser le barrage de sept mètres pour en augmenter la capacité d'accumulation. Quant à l'organisation du détachement, il fut, comme à Chandoline, sous les ordres d'un lieutenant. Le lieutenant Janicki était géomètre de métier et avait sous ses ordres neuf sous-officiers et vingt-neuf soldats. De la même manière, le détachement de Mont-

Chemin dépendait d'un commandant polonais, le premier lieutenant Lubienski, qui avait cinquante-deux hommes sous ses ordres. Si les Polonais logeaient dans des baraquements à Chandoline ou à Illsee, aux mines du Mont-Chemin les internés habitaient au troisième étage de l'Hôtel du Mont-Vélan, qui était un cantonnement idéal bien que le chauffage ne semblait pas suffisant pour l'hiver⁴⁸.

A Chandoline, les travaux de construction des logements furent achevés en août 1940. Selon le rapport du service d'hygiène, l'établissement du camp était *exemplaire*. Il s'agissait d'un baraquement spacieux et solide, bâti sur deux étages avec deux dortoirs de trente lits. Chaque interné avait une place réservée et bien délimitée. Il possédait un petit buffet particulier pour les objets et les habits personnels, de même qu'une couchette avec matelas et deux



Internés polonais sortant de la mine de Chandoline
(Fondation Archivum Helveto-Polonicum, Fribourg)

■
⁴⁴ AF, E 7393 (-), -/1, vol. 177, Lettre de Joseph Dionisotti à l'Office de guerre pour l'industrie et le travail datée du 26 février 1945.

⁴⁵ AEV, 6100-6/86, séance du Conseil d'Etat du 29 novembre 1938.

⁴⁶ AF, E 5791 (-), -/1, vol. 600, Lettre du 27 août 1940 du commissaire fédéral à l'internement de Muralt adressée à Joseph Dionisotti.

⁴⁷ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du 27 septembre 1941 du CFIH adressée au commandant du secteur Grisons concernant le détachement du Mont-Chemin.

⁴⁸ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 746, inspection du secteur du 31 octobre 1941 par le major Frey, médecin-chef de Büren.

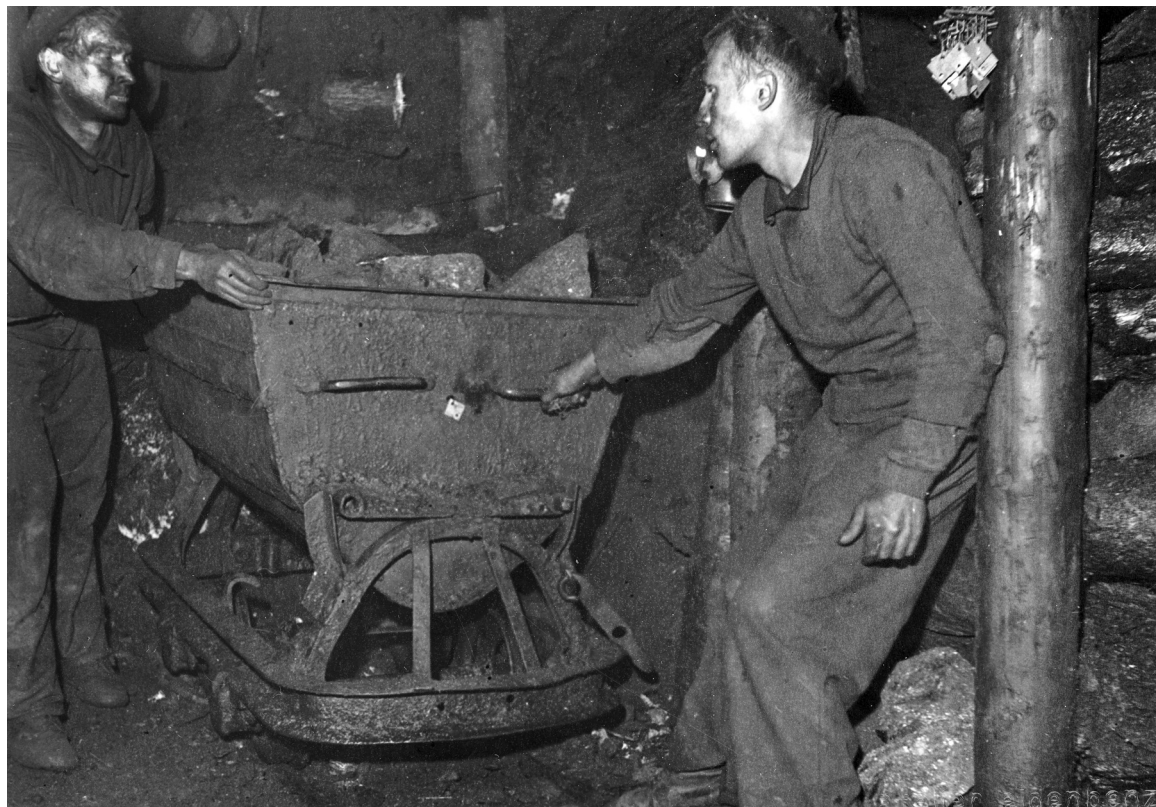
couvertures. Au rez-de-chaussée, mis à part le dortoir, il y avait les douches et les toilettes, tandis qu'au deuxième, se trouvaient la chambre et le bureau du lieutenant Raspondek. Le cantonnement était relativement moderne, avait une cuisine, un frigo et même un chauffage central. Globalement, les internés étaient satisfaits, dans un premier temps, de leur logement, de leur nourriture et de leurs salaires⁴⁹. A Illsee, les internés logeaient dans deux baraquements chauffés électriquement. Les douches et les toilettes étaient en nombre suffisant. De plus, lors des repas, l'équipe polonaise et les ouvriers suisses mangeaient dans une cantine commune. Quant aux relations entre les internés et les différentes entreprises, elles furent,

selon les rapports sanitaires, excellentes. Du reste, non seulement à Illsee, mais également à Chandoline, il n'y a pas eu à déplorer d'évasion, ce qui prouvait bien la bonne entente qui régnait entre l'entrepreneur et les internés⁵⁰. Seuls au Mont-Chemin, dix Polonais s'étaient évadés en octobre 1941 pour tenter de rejoindre la frontière française. Deux jours après leur évasion, quatre d'entre eux furent arrêtés par la police à Martigny et envoyés dans le camp de punition de Wauwilermoos.

Si les logements paraissaient bien adaptés, les conditions de travail à Chandoline étaient par contre très difficiles pendant les premiers mois aussi bien pour les mineurs indigènes que pour les internés. Contrairement à la plupart des

■
⁴⁹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de janvier 1942.

⁵⁰ AF, E 5791 -/1, vol. 746, inspection du médecin chef de Büren, le major Frey, du 31 octobre 1941.



Mineurs poussant des wagonnets
(Fondation Archivum Helveto-Policum, Fribourg)

autres métiers, il n'y avait ni organisation patronale, ni organisation ouvrière pour les mineurs. Beaucoup de travailleurs se plaignaient notamment de mesures d'hygiène insuffisantes, d'une trop longue durée de travail ou de salaires trop bas⁵¹. En décembre 1940, un conflit éclata entre Joseph Dionisotti, directeur des mines de Chandoline, et les vingt-quatre ouvriers polonais engagés dans l'entreprise. L'incident portait sur le nombre d'heures de travail. Comme aucune entente n'avait pu aboutir dans un premier temps, Joseph Dionisotti décida de congédier son personnel étranger, avant de se rétracter⁵². Malgré certaines améliorations, les chefs d'entreprises minières se comportèrent un peu comme des *colons en terre vierge*, puisqu'il n'existait dans cette profession aucune tradition ou disposition légale. En ce qui concerne les mineurs valaisans, les salaires furent calqués sur ceux très bas des ouvriers du bâtiment. On travaillait tous les jours de la semaine, y compris le dimanche, avec un horaire hebdomadaire de 72 à 80 heures. Les femmes occupées au triage du charbon peinaient, à ciel ouvert, sans aucun abri contre le vent, la pluie, le froid. En mars 1941, *Le Nouvelliste* décrit, dans un article de fond, le travail des mineurs et demande que les autorités soient appuyées par l'opinion publique afin d'assurer aux travailleurs le minimum vital et des conditions de travail conformes aux lois⁵³. En juin 1941, le chef du Département des travaux publics a mené une enquête sur l'exploitation des mines. Dans un compte rendu paru dans *Le Nouvelliste*, il souligne que *les installations sanitaires laissaient beaucoup à désirer*⁵⁴. Le conseiller d'Etat ne fut pas le seul à se plaindre de l'hygiène. En effet, les contrôles sanitaires effectués par les médecins dénonçaient les mêmes lacunes :

*L'eau servant pour les douches me paraît très suspecte, car on utilise l'eau captée dans les tunnels où les eaux pourraient bien avoir été souillées par les latrines. Cela n'est peut-être pas étranger à l'infection fréquente des petites plaies. L'eau potable devrait être de même vérifiée et analysée bactériologiquement*⁵⁵.

Au Mont-Chemin, on se plaignait non pas des éventuels risques de pollution de l'eau, mais de son manque aussi bien dans la mine que pour faire la toilette. Malgré les efforts de la direction de la mine, il ne fut pas possible d'en obtenir davantage jusqu'au départ des internés.

Dans son rapport, le Dr Sierro, responsable du détachement de Chandoline, met également en évidence le fait que la question de la silicose devrait être envisagée à Chandoline, puisque la mine de charbon était tout autant une mine de silice et souligne que les autres mesures demandées, comme l'obligation du port du masque, n'étaient pas appliquées⁵⁶.

Malgré les efforts entrepris, tous les problèmes d'hygiène n'étaient pas encore résolus en février 1942. L'infirmier polonais devait notamment travailler dans des conditions défectueuses, puisqu'une infirmerie faisait toujours défaut et le commandant du secteur Rhône, dans une lettre de recommandation à la Direction des mines, se fit plus menaçant à l'égard de l'entrepreneur montheysan qui a dû prendre les mesures adéquates⁵⁷.

Si les conditions d'hygiène ont beaucoup évolué durant l'année 1942, les conditions de travail demeuraient par contre rudes. Dans ce contexte relativement difficile, le mouvement chrétien et corporatif intervint tout d'abord en faveur des ouvriers valaisans via un projet de contrat collectif de travail. Il provoqua une assemblée de tous les concessionnaires le 31 janvier 1942. Ce fut le point de départ de l'Association des producteurs d'anthracite du Valais (APAVAL) qui signa, avec le nouveau syndicat, le contrat collectif de la Corporation des mines d'anthracite du Valais le 7 avril 1942⁵⁸. Une Convention entra en vigueur le 1^{er} juillet 1942 en abrogeant toutes celles qui précédaient. La vie des internés en fut améliorée⁵⁹. D'un point de vue administratif, les internés ne dépendaient plus disciplinairement de la police cantonale, mais d'un commandant suisse, formant ainsi un camp à part entière. Enfin, les internés, tout comme à Illsee et au Mont-Chemin, étaient nourris et rétri-

51 NF, 5 mars 1942, *Dans les mines d'anthracite*.

52 NF, 4 janvier 1941, *Un conflit aux mines de Chandoline*. Finalement, à la suite de cette grève, un nouveau règlement du camp fut établi. Les internés occupés à la mine travaillaient dès lors en trois équipes de 8 à 10 heures par jour et l'ordre du jour fut fixé par la Direction des mines. Comme au Mont-Chemin, les internés recevaient un salaire de 0 fr.40 franc par heure.

53 NF, 30 mars 1941, *Aux mines de charbon*, A. E.

54 NF, 5 juin 1941, *L'enquête sur l'exploitation de nos mines*, article signé par le chef du Département des travaux publics (Anthomatten).

55 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de janvier 1942.

56 *Ibidem*.

57 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de février 1942.

58 Le contrat entra en vigueur le 15 avril 1942. NF, *Le contrat collectif dans les mines*, R. Jacquod, 26 août 1944.

59 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 674, inspection du secteur Rhône par le colonel Blanc, commissaire des guerres au CFH datant du 8 septembre 1942. Par la Convention signée entre le CFH et Joseph Dionisotti en juillet 1942, le règlement du camp du 14 février 1941 fut modifié. Le travail de l'interné fut dorénavant limité à huit heures par jour. S'il travaillait plus, il recevait une indemnité pour les heures supplémentaires. En outre, pour stimuler le travail des internés, l'entrepreneur s'engageait à leur payer directement une prime en espèce selon leur rendement.

bués par les entreprises, si bien que les questions administratives étaient réduites pour la Confédération à leurs plus simples expressions, puisque que les contrats établis prévoyaient que les versements devaient se faire directement au Quartier général du secteur⁶⁰. Le travail des mineurs a encore été amélioré en juillet 1943, lorsque le Conseil fédéral édicta un arrêté de vingt-six articles contenant des dispositions sur la prévention des accidents, la protection de la santé, les rapports juridiques et la durée du travail⁶¹. Une convention a également été introduite au Mont-Chemin en raison d'un conflit entre l'entrepreneur et les internés polonais. Dès lors, il n'y a plus eu de tensions entre les deux parties⁶². A Illsee, les problèmes furent d'un autre ordre. En effet, les internés polonais qui travaillaient avec un concasseur étaient menacés de pneumoconiose. A Illsee, l'effectif a passablement évolué. Comme l'entreprise Illsee-Turtman A-G. était contente des travailleurs polonais, trente internés supplémentaires arrivèrent en 1942 et s'intégrèrent aux trois cents vingt ouvriers suisses⁶³. Selon les souhaits de l'entreprise, le contingent devait atteindre une centaine d'internés. Mais en juin 1942, les événements se sont gâtés. Tout d'abord, un infirmier faisait défaut. Par la suite, il n'y a plus eu de médecin polonais. Mais, le manque d'infirmiers n'était pas le seul problème :

*les internés, ayant été envoyés au camp d'Illsee à 2340 m à côté de la vallée de Tourtemagne, se sont plaints de ne pouvoir supporter l'altitude et le travail du camp*⁶⁴.

En effet, le pourcentage des soldats envoyés à Büren et présentant un physique faible était important. De plus, outre sept internés désirant partir, car inaptes au travail, il y avait encore des soldats récemment opérés, ou ayant été récemment en traitement dans des hôpitaux ou des infirmeries. Ainsi, plus de la moitié des internés envoyés à Illsee n'étaient pas prêts à réaliser les tâches demandées par l'entreprise.

On a envoyé dans un camp isolé à 2340 m d'altitude, des soldats peu aptes aux travaux de mines, des malades, des opérés, des faibles.

*Je crois qu'on ne s'est pas rendu compte du travail demandé. [...] Il y aurait lieu à l'avenir de trier les internés qu'on y enverra, et ne pas envoyer des inaptes à ces gros travaux*⁶⁵.

En juin 1942, l'hygiène laissait encore à désirer. L'eau était trop calcaire, il n'y avait toujours pas de douche et les toilettes étaient primitives. En août 1942, les internés ne supportaient plus les conditions de travail :

*Ce camp est situé à 2300 m d'altitude; plusieurs internés ne supportent pas cette altitude, spécialement ceux qui sont plus âgés. On note une lassitude, de la tachychardie, etc. Plusieurs ont dû être redescendus, ce camp sera dissous sous peu*⁶⁶.

Malgré ces rapports accablants, le détachement d'Illsee fut maintenu jusqu'au 4 septembre 1942, les travaux ayant pris fin.

Au Mont-Chemin, les problèmes et les réclamations liés aux internés furent moindres; le salaire et les conditions de travail donnaient satisfaction, même si le service d'hygiène déplorait tout de même certaines imperfections.

Les rapports sanitaires permettent également de dresser le bilan des accidents de travail. La plupart des accidents se sont produits pendant leur travail. De septembre 1940 à octobre 1943, il y a eu au moins treize accidents graves



Mineur polonais au travail
(Archives privées de la famille Perret)

⁶⁰ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Lettre du colonel Jacquat, commandant secteur Rhône, au CFIH, 17 juillet 1942.

⁶¹ RH, 27 juillet 1943.

⁶² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du colonel Perret, commandant du secteur Rhône, d'octobre 1942.

⁶³ AF, E 5791 -/1, vol. 746, inspection du secteur Rhône par le médecin-chef du camp de Büren, du 31 octobre 1941.

⁶⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, correspondances entre le capitaine Adrien Joly, médecin-chef du secteur Rhône, et le médecin chef de l'internement, de juin 1942.

⁶⁵ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, correspondances concernant le secteur Rhône, de juin 1942.

⁶⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire d'août 1942.

impliquant onze hospitalisations. Deux internés polonais sont décédés des suites de leurs blessures. Il s'agit de soldats travaillant aux mines de Chandoline: de Jean Niedziela (décédé le 21 février 1941) et de Franciszek Okupski (décédé le 19 janvier 1943) écrasés par des blocs de pierre détachés des galeries à l'intérieur de la mine⁶⁷. L'opinion publique a été touchée par ces décès, comme en témoigne un article du *Nouvelliste*.

*Hélas ! la mort est venue chercher sa proie au fond d'une noire galerie de mine. L'homme qui, pour obéir aux lois du travail, s'ensévelissait chaque jour, n'est pas ressorti vivant des entrailles de la terre. Et ses yeux de chair ne reverront plus tant d'êtres aimés aux rivages bénis du pays natal. [...] Comme tous ses camarades de combat, cet enfant de la malheureuse Pologne gardait sans doute au fond du cœur l'espoir de revoir un jour le visage aimé de sa patrie [...]*⁶⁸.

Les expériences de la Première Guerre mondiale ont montré les difficultés d'exploitation des gisements d'anthracite du Valais. Il faut dire que l'anthracite valaisan était de qualité nettement inférieure aux combustibles étrangers de la même catégorie. La teneur en cendres des premiers variait entre 20 % et 40 %; celle des deuxièmes dépassait rarement 8 %. Les premiers avaient un pouvoir calorifique compris entre seulement 4000 et 6000 calories, tandis que les deuxièmes dégageaient 8000 calories. De plus, les anthracites valaisans avaient une combustion lente, qui demandait finesse et patience dans l'emploi, alors que les charbons étrangers brûlaient facilement⁶⁹. Ainsi, pour éviter que des capitaux soient engagés de façon inconsidérée, la Confédération a adjoint un expert en industrie minière à l'Office de guerre pour l'industrie et le travail en la personne de l'ingénieur H. Fehlmann qui avait dirigé pendant la Première Guerre mondiale le bureau des mines. Sa tâche consistait à favoriser, dans la mesure où elle intéressait l'économie de guerre et se justifiait du point de vue économique, toute activité tendant à mettre en valeur les ressources minières de la Suisse. L'objectif de cet organisme

consultatif avait pour but de prévenir d'imprudents placements de capitaux, tout en stimulant la mise en valeur des gisements miniers qui valaient la peine d'être exploités dans les conjonctures des années 40⁷⁰. Les gisements exploités avec succès pendant la Première Guerre mondiale ont d'abord été remis en activité. C'est en 1941, finalement, que l'extraction du charbon a véritablement commencé⁷¹. La mine de Chandoline fut la première à donner des résultats très encourageants. D'autres suivirent: Dorénaz, Collonges, Ferden, Grône I et II, Bramois, Nendaz, Isérables, Chippis-Réchy, Salins, Les Arpalles, etc. Certains gîtes se révélèrent trop pauvres pour que l'exploitation en soit rentable et durent être bientôt abandonnés⁷². Selon la Convention de juillet 1942, le CFIH s'était engagé à mettre à disposition de l'entrepreneur de cinquante à cent internés pour l'exploitation des mines de charbon de Chandoline. Si en août 1940, il y avait quarante-six internés, leur nombre ne cessa d'augmenter jusqu'en juillet 1943 pour atteindre 114 Polonais. Les mineurs valaisans ont connu la même progression, de 150 au début à plus de 350 par la suite, voire même à 500 en novembre 1942⁷³. Les Valaisans furent engagés de préférence et occupaient les emplois de manœuvres ou de mineurs secondés dans leur tâche par des ouvriers spécialisés suisses et polonais⁷⁴. L'extraction du charbon feuilleté connut la même progression que le nombre d'ouvriers et monta en flèche à partir de 1941 pour atteindre en 1943 son rendement mensuel maximum. L'autorité fédérale avait donné l'ordre d'intensifier autant que possible la production, et la plupart des entreprises s'y était conformée⁷⁵. En mai 1943, la Commission de gestion du Conseil national visita les mines. Lors de cette journée officielle, le conseiller d'Etat Anthamatten, chef du Département de l'intérieur et des travaux publics, était très optimiste quant à l'avenir des mines:

Actuellement, la mine de Chandoline à elle seule, donne le 50 % de la production totale, soit l'année dernière 55 000 tonnes environ sur un total de 107 000 tonnes extraites dans notre canton. Cette année nous pré-

■ Archives privées, commune de Salins.

⁶⁸ NF, 1^{er} mars 1941, *La mort du petit soldat polonais*.

⁶⁹ NF, 2 juillet 1943, *Le problème minier valaisan*, Br. Campana, Dr ès-sciences, géologue.

⁷⁰ AF, E 7393, vol. 173, Lettre du 20 février 1941 envoyée par le Département fédéral de l'économie publique (Stampfly) aux gouvernements cantonaux.

⁷¹ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Lettre de Joseph Dionisetti à l'Office de guerre pour l'industrie et le travail, du 26 février 1945.

⁷² AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport d'Elie Gagnebin sur les gisements d'anthracite valaisans et le Bureau fédéral des mines, du 16 mars 1945.

⁷³ NF, 12 novembre 1942, *Les mines en Valais*, R. Jacquod.

⁷⁴ NF, *Anthracite valaisan, le prodigieux effort des mines de Chandoline-Sion*.

⁷⁵ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport de 1951 du Département fédéral de l'économie publique publié par la Centrale fédérale de l'économie de guerre, p. 860.



Menuisiers polonais construisant un échafaud du barrage d'Ilsee
(Fondation Archivum Helveto-Polonicum, Fribourg)



voyons que la production totale des mines du Valais sera d'environ 150 000 tonnes⁷⁶. Mais en août 1943, une crise liée au contingentement des charbons indigènes et à la capitulation de l'armée italienne frappa les mines. Des stocks souvent considérables restèrent sur le carreau⁷⁷. Chandoline ne fut pas épargnée et la mine a dû cesser le travail. En août 1943, la moitié de l'effectif des mineurs de Chandoline a été retirée, sur la demande de la Direction des mines, pour manque de travail⁷⁸. Dès lors, le détachement de travail de Chandoline a été supprimé. En octobre 1943, les derniers internés quittèrent la mine⁷⁹. Quant aux 1700 mineurs valaisans ayant travaillé dans les mines du canton durant la période faste, il n'en restait plus que 200 environ en novembre 1943⁸⁰. (La totalité de la production de Chandoline de 1941 à 1943, soit en trois ans, s'élevait à 116 000 tonnes; alors que durant son exploitation de 1914 à 1921, soit en sept ans, elle ne se montait qu'à 25 000 tonnes!)

Pendant presque une année et demie, soit de mars 1943 à novembre 1944, une crise aiguë a frappé l'œuvre minière nationale. Durant cette période, l'entreprise a maintenu en état toutes les installations, les pompages, les galeries de roulage en pure perte et au prix de lourds sacrifices⁸¹.

On sait que l'autorité fédérale, à cette occasion, ne put venir en aide aux exploitants d'une façon suffisamment efficace. Elle était en grande partie responsable, par les ordres formels qu'elle avait donnés, de l'intense développement des exploitations et de l'accroissement de la production. Elle ne fut pas en mesure de protéger les exploitants contre les conséquences économiques de ses ordres. En décembre 1943, la presse suisse, y compris les grands quotidiens, s'inquiéta de la situation précaire des mines de charbon en Valais comme ailleurs⁸².

Pourtant, dès l'automne 1944, les circonstances ont permis à la plupart des grandes exploitations de se remettre à l'œuvre. Mais dès lors le Bureau des mines, créé pour favoriser l'exploitation des richesses minérales du pays, a semblé au contraire multiplier les mesures propres

à l'entraver⁸³. L'exploitation de la mine a tout de même repris en 1945. En 1946, diverses correspondances de la Société des mines de Chandoline-Sion font état de la crise que traversaient à nouveau les mines valaisannes qui n'avaient plus de commandes de charbon.

Les résultats de l'exploitation du fer en Valais furent également peu heureux. En 1938, au Mont-Chemin, des relevés magnétométriques et, plus tard, une coupe transversale décelèrent l'existence d'un filon jusqu'alors inconnu. Au début de 1940, la valeur du minerai extrait était tout à fait exceptionnelle en raison de son pourcentage en fer et l'exploitation a débuté. Au cours de l'automne 1940 déjà, une première débâcle financière réduisit l'activité de la mine⁸⁴. Après avoir congédié une partie du personnel en mai 1943, l'entreprise se poursuivit malgré tout jusque dans les derniers mois de 1943⁸⁵, pour s'effondrer alors définitivement en entraînant dans sa débâcle les sociétés affiliées.

Ainsi, en Valais, aussi bien la mine de fer du Mont-Chemin que la mine d'antracite de Chandoline connurent de graves difficultés. En conséquence, les internés polonais ont dû être transférés pour effectuer des travaux d'un autre type.

LA BATAILLE DE L'AGRICULTURE

Pendant leur séjour en Suisse, les réfugiés ont été engagés pour la plupart dans la *bataille de l'agriculture*⁸⁶. Des entreprises, tant privées que publiques, ont adressé des demandes à l'Office cantonal du travail qui les a transmises au préposé à la création d'occasions de travail du CFIH. Si le travail dans les mines a été uniquement réalisé par des internés polonais, les travaux dans le cadre du plan Wahlen ont été effectués par différentes catégories de réfugiés. Tout d'abord, il y avait des internés militaires, provenant de trois nations : d'Italie, de Russie et majoritairement de Pologne. Les Polonais étaient répartis dans plusieurs camps de base : Illarsaz, Saillon, Châteauneuf, Granges, Siere et Viège. Les Russes logeaient dans un

■
⁷⁶ AEV 6100-6/34, mai 1943.

⁷⁷ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport du 16 mars 1945 d'Elie Gagnebin et du Bureau fédéral des mines concernant les gisements d'antracite du Valais.

⁷⁸ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du colonel Perret, commandant du secteur Rhône, datant d'août 1943.

⁷⁹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire du CFIH, d'octobre 1943.

⁸⁰ NF, 12 novembre 1943, *Les mines en Valais*, R. Jacquod.

⁸¹ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport de 1951 du Département fédéral de l'économie publique publié par la Centrale fédérale de l'économie de guerre, Berne, pp. 11-13.

⁸² RH, 17 décembre 1943, *Crise des mines de charbon*.

⁸³ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport de 1951 du Département fédéral de l'économie publique publié par la Centrale fédérale de l'économie de guerre, Berne, pp. 5-6.

⁸⁴ AF, E 7393 (-), /-1, vol. 177, Rapport de 1951 du Département fédéral de l'économie publique publié par la Centrale fédérale de l'économie de guerre, Berne, p. 861.

⁸⁵ RH, 21 mai 1943, *A propos des mines de fer du Valais*, Gs At.

⁸⁶ FAM, 28 février 1941, *Les internés polonais au service de l'agriculture*.

camp à proximité du village de Rarogne, tandis que les Italiens travaillaient pour la plupart dans le Haut-Valais. De plus, mis à part ceux des internés militaires, plusieurs camps de travail pour réfugiés ont été ouverts dans la plaine du Rhône pour effectuer des travaux de terrassement.

Collombey-Muraz fut la première commune à mettre sur pied une sorte de plan quinquennal pour valoriser les terrains en friche qu'elle possédait dans la plaine du Rhône⁸⁷. Depuis la guerre, en exécution du plan Wahlen, l'aide de la Confédération et des cantons permit à Bernard de Lavallaz, président de Collombey-Muraz, d'envisager la mise en culture d'importantes surfaces incultes. Dès 1941, une étude complète des travaux à réaliser fut adoptée par les pouvoirs publics. Ce projet portait sur une mise en valeur de 1500 hectares environ. Les sites de défrichement concernés étaient : Les Barges, Savora, Savolar, Grande-Ile, Les Paquais, Tabacs et Les Ronziers, terrains situés sur le territoire des communes de Vouvry, Vionnaz et Collombey-Muraz. En mars 1941, un camp d'émigrants allemands était déjà constitué sur le territoire de la commune de Vouvry. Ce camp a été établi au début de l'année 1941 sur la base de décisions des autorités fédérales⁸⁸. A Illarsaz, le premier camp de base d'internés polonais fut établi en novembre 1941⁸⁹. Des contrats entre le CFIH et certaines communes valaisannes ont été conclus en avril 1942. Ils concernaient des travaux de drainage pour l'ouverture de canaux, puis de remblayage ou alors des travaux de défrichement. Ces contrats, contrairement au camp d'émigrés allemands de Vouvry, concernaient exclusivement des internés militaires polonais. Dans le Bas-Valais, des contrats ont été passés avec les communes de Vionnaz, de Collombey-Muraz et avec une entreprise privée pour la mise à disposition de cinquante à cent internés. Dans le Valais central, des contrats ont également été signés avec les communes de Granges, de Saint-Léonard, d'Uvrier, de Saillon, de Châteauneuf et de Conthey. Il s'agissait de

contrats de location de terrains pour une durée de 5 à 10 ans. Si l'internement prenait fin avant la date fixée, le CFIH avait la possibilité de résilier le contrat.

Pour effectuer ces travaux, le CFIH a établi dans un premier temps quatre camps de base en Valais : à Illarsaz, à Granges-Lens, à Saillon et à Châteauneuf. La direction technique des travaux était du ressort des chefs de cultures. Dans le cadre du plan Wahlen, étant donné les conditions difficiles du ravitaillement, les communes de montagne, moins privilégiées que celles de la plaine quant à la nature du sol et à son exploitation rationnelle, ont dû elles aussi participer à l'extension des cultures. Ainsi, des internés polonais ont oeuvré sur le Plateau de Montana dans de vastes champs de pommes de terre près du lac de la Moubra à mi-chemin entre la station de Montana et de Crans. Tout comme les terrains de Sierre, ces derniers ont été loués par un consortium de la ville de Zurich⁹⁰.

Outre les internés militaires, des réfugiés civils ont également travaillé à l'assainissement de la plaine du Rhône. En effet, des camps de travail de réfugiés ont été établis en Valais central et dans le Haut-Valais (Granges, Pont-de-la-Morge, Sierre, Chalais, Gampel, Rarogne, Salgesch et Viège). A Lalden, des réfugiés d'origine polonaise du camp de Viège ont effectué des travaux d'assainissement.

Chaque jour, les chefs de culture indiquaient au commandant du camp le nombre d'hommes nécessaires pour le lendemain. Ils ordonnaient, dirigeaient les travaux et fixaient les salaires des internés. Ceux-ci oscillaient entre 1 fr. 25 et 1 fr.75 par jour de travail, argent de poche non compris⁹¹. Ce dernier montant ne pouvait pas être dépassé pour une journée de travail normale de 8 heures. Au cas où le travail de certains internés était absolument insuffisant, le salaire pouvait être réduit ou même totalement supprimé. La durée du travail était adaptée à la saison⁹².

L'objectif de ces travaux n'était pas d'exploiter avec les internés des entreprises d'agriculture, mais plutôt de gagner de nouveaux ter-

⁸⁷ CONF, 30 avril 1943, *Extension des cultures dans la vallée du Rhône*, G. A.

⁸⁸ CONF, 31 mars 1941, *Monthey et le plan Wahlen*, A. F.

⁸⁹ PARVEX 1984, p. 133.

⁹⁰ FAM, 7 août 1942, *Le plan Wahlen en montagne*, R. A.

⁹¹ PARVEX 1984, p. 136. Au camp d'Illarsaz, Salzmann aurait insisté pour que le salaire des internés soit doublé. Il aurait eu gain de cause et le salaire aurait été augmenté de 100 %, soit à 4 francs par jour.

⁹² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Lettre du 17 avril 1942 du commandant du secteur Rhône au commandant des camps d'Illarsaz, de Granges-Lens, de Saillon et de Châteauneuf.

rains par l'exécution de travaux de défrichage et d'amélioration foncière. Les internés étaient à même de fournir avec succès des travaux techniques de routes, préparations de champs cultivables jusqu'au et y compris le premier labourage⁹³.

Pour préparer les internés, plusieurs séances eurent lieu entre les dirigeants suisses et les officiers polonais. En juillet 1942, le commandant du secteur Rhône, le lieutenant-colonel Jacquat, présenta un rapport sur les travaux à exécuter devant des officiers internés. Ce rapport expliquait, entre autres, le rendement des cultures, l'exploitation des mines ou les salaires des internés. A la même période, pour galvaniser ses troupes, le général de la division des chasseurs à pied, Prugar-Ketling, a transmis un

discours, intitulé *La bataille du blé*, adressé aux soldats internés au sujet de leur participation aux travaux d'extension des cultures :

La nation suisse, qui nous a donné tant de preuves de sympathie, s'adresse avec un appel à nous soldats internés de lui prêter notre aide dans l'action visant à l'accroissement de la production des produits agricoles. A cet appel, comme autrefois à l'appel « aux armes », doit répondre chacun de nous, sans égard à son grade, âge ni capacité [...] C'est à ce travail, dicté par la raison et par le sentiment, que je vous appelle, soldats polonais, au nom du bien commun de la Pologne et de la Suisse⁹⁴.

En juillet 1942 déjà, la plaine du Rhône entre Collombey et Vouvry avait connu une évolu-

■
⁹³ AF, E5791 (-)/1, vol. 685, pas de date, anonyme. Après une analyse du document, il s'agit du rapport du colonel Siegrist, rapport devant être publié en novembre 1942. Ce rapport portait sur l'intérêt ou non de poursuivre les travaux des internés en Valais.

⁹⁴ AF, E 5791 (-)/1, vol. 596, plaintes, du 2 mai 1942.



Travaux de nivellement à Saillon
(Archives privées de la famille Perret)

tion des plus réjouissantes. Le travail fut, selon *Le Confédéré*, titanique. Toujours selon le même journal, *le problème de la main-d'œuvre n'aurait probablement pas pu être résolu sans l'intervention du CFIH qui mit à la disposition de la Société 300 internés polonais*. Le résultat fut saisissant. Des capitaux ont permis de convertir ces friches. *Le Confédéré* décrit ce changement avec lyrisme.

*A la place des marécages sans poésie et des tristes taillis de vernes, ce sont partout des étendues cultivées : champs de tabac, de pommes de terre, cultures maraîchères, céréales qui ondulent à perte de vue sous le souffle de la brise. On est saisi devant le résultat de l'effort déployé pour rendre à la culture ces espaces infinis, jusqu'ici domaine des grenouilles et autres occupants des mares stagnantes [...] Aux roseaux qui régnaient en maîtres ont succédé les pommes de terre, le blé, le seigle, les haricots, choux-raves. Des betteraves à sucre vont bientôt tenir compagnie à ces légumes et à ces céréales*⁹⁵.

En avril 1943, environ 1400 hectares avaient ainsi été améliorés en partie grâce aux internés après avoir été défrichés, défoncés et nivelés. Ces terrains furent déjà mis en cultures à la fin de l'année 1943⁹⁶. Pour la *bataille de l'agriculture*, on constate que les camps de travail étaient situés majoritairement dans la plaine du Rhône. Comparativement, au Tessin, les internés ont notamment collaboré au défrichage de la région de Magadino, alors que dans le canton du Jura, ils ont été en grande partie affectés à l'assainissement des sols tourbeux des Franches-Montagnes.

Dès le début, le CFIH a remis en question la viabilité des contrats, malgré les résultats encourageants, à cause du déficit qu'ils engendraient. Ce souci fut permanent et étendu à toute la Suisse. Déjà en juillet 1942, dans une enquête, le lieutenant-colonel Jacquat, commandant du secteur Rhône, a réétudié les contrats signés avec les communes. Selon lui, *l'expert de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation, (le major Groschupf), a été trop optimiste dans l'établissement des devis*. Par exemple, pour Illarsaz, un contrat pour 60

hectares fut basé sur un prix de drainage de 1800 fr. par hectare et sur 850 fr. comme prix de défrichage. Or ces chiffres demeuraient fantaisistes, puisque le projet-devis définitif de juillet 1942 donnait 2790 fr. à l'hectare pour le drainage et 2140 fr. pour le défrichage. Le colonel Jacquat ne voulait *accuser personne*, mais donnait un *avertissement pour les erreurs qui ont été commises dans l'élaboration de ces contrats*⁹⁷. Son principal souci résidait dans le fait que les coûts ou les déficits ne devaient pas être uniquement du ressort de l'internement, mais assurés également par un autre organe : l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation⁹⁸. Finalement, la décision concernant la continuité des travaux de défrichage et le maintien des camps de Granges, Saint-Léonard et Saillon fut repoussée au début du mois de novembre 1942.

Ainsi, malgré les constatations faites par le lieutenant-colonel Jacquat, les travaux se sont poursuivis pendant l'été 1942. En juillet 1942, le major Groschupf souhaitait même augmenter les camps de travail en Valais pour pouvoir occuper le personnel polonais durant l'automne et l'hiver. Il a réalisé une enquête pour voir si le terrain à défricher ne pouvait être augmenté de 300 à 400 hectares. Cette demande était renforcée par le fait que le plan Wahlen prévoyait une extension des cultures en Suisse de 100 000 hectares en 1943⁹⁹. En réalité, à la fin de l'été 1942, seul le camp d'Illarsaz se portait bien. Du reste, en novembre 1942, le camp d'Illarsaz a entrepris un nouveau drainage sur le territoire de la commune de Collombey-Muraz. Par contre, pour les autres camps, notamment Granges et Saillon, une décision était toujours en suspens.

Un document non daté et non signé fait part de la décision d'arrêter la plupart des travaux en Valais. Après analyse du document, il s'agit du rapport du colonel Siegrist. On peut le dater à fin novembre, début décembre 1942. Dans son rapport, le colonel affirme :

*j'ai l'intention, basé sur les circonstances affectives au canton du Valais, de liquider le camp de Granges, Saint-Léonard et de Saillon*¹⁰⁰. Pour Granges, le colonel Siegrist

⁹⁵ CONF, 6 juillet 1942, *La transformation de la plaine du Rhône dans le district de Monthey*.

⁹⁶ CONF, 30 mai 1943, *Extension des cultures dans la vallée du Rhône*, G. A.

⁹⁷ AF, E 5791 (-)/1, vol. 666, Rapport de juillet 1942 du commandant du secteur Rhône, lieutenant-colonel Jacquat, relatif aux contrats conclus avec les communes concernant les travaux d'assainissement de la plaine du Rhône.

⁹⁸ *Ibidem*.

⁹⁹ AF, E 5791 (-)/1, vol. 664, Rapport du secteur Rhône, de juillet 1942.

¹⁰⁰ AF, E 5791 (-)/1, vol. 685, Rapport du colonel Siegrist de novembre 1942.

est d'avis que les travaux d'améliorations foncières ne sont pas à continuer avant que les conditions d'écoulement des canalisations soient réglées. Cela doit être fait par l'Office cantonal d'améliorations foncières et ne se fera probablement (pas exécuté) dans un délai utile. De ce fait, j'ai l'intention de liquider le camp de Granges pour pouvoir les mettre au travail à une autre place.

Pour Saint-Léonard et Saillon, Siegrist propose de finir le travail de nivellement de la parcelle en cours et de ne pas commencer d'autres travaux¹⁰¹.

A la suite de cette décision, les effectifs ont été réduits. En janvier 1943 par exemple, comme

un nouveau camp a été ouvert à Chavannes-de-Bogis, cent internés du camp de Saillon y ont été transférés¹⁰², si bien qu'il ne restait dès lors que vingt-cinq internés¹⁰³. Autre exemple, les internés du camp de Granges furent transférés en juin 1943 à la Forclaz sur le Sépey et à Saint-Cergue. Ils furent dès lors occupés à la construction de chemins forestiers sur la demande du Département de l'agriculture du canton de Vaud¹⁰⁴. La fin des travaux à Granges ne laissa pas indifférente la commune qui critiqua de façon virulente l'ensemble des trac-tations avec l'Etat. En effet, dans une lettre envoyée à la Confédération, les autorités communales reprochaient la lenteur de l'administration

■
¹⁰¹ AF, E 5791 (-)/1, vol. 685, Rapport du colonel Siegrist de novembre 1942.

¹⁰² AF, E 5791 (-)/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, de décembre 1942.

¹⁰³ AF, E 5791 (-)/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, de janvier 1943.

¹⁰⁴ AF, E 5791 (-)/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, de juin 1943.



Internés polonais du camp d'Illarsaz à l'appel
(Fondation Archivum Helveto-Polonicum, Fribourg)



*Les internés polonais du camp de Châteauneuf participant
à la construction d'un canal
(Archives privées de la famille Perret)*



fédérale, de même que ses hésitations et ses pourparlers qui traînèrent pendant près de dix mois. De plus, la commune de Granges a trouvé inadmissible le fait que le CFIH, prétextant un risque pécuniaire, revenait sur sa décision et liquidait le camp situé sur son territoire:

*Comme établissement de l'Etat du Valais, nous souhaitions faire ce travail d'amélioration notamment à titre d'exemple pour stimuler dans la population de la région la volonté d'accroître les surfaces cultivables. Nous regrettons de n'avoir pas trouvé dans les milieux responsables de l'internement le même esprit d'émulation et, disons le franchement, le même désir de travailler que commandent les circonstances. [...] Nous avons en tous cas été frappés par l'impression unanimement fâcheuse qu'a laissée l'internement dans les milieux gouvernementaux de notre canton*¹⁰⁵.

En 1943, les travaux ont repris une dernière fois à Granges, Châteauneuf et Saillon afin de terminer les travaux prévus par les contrats. On a commencé à mieux organiser les tâches. Par exemple, pour activer les travaux, les commandants de camps ont sélectionné les internés de façon à obtenir un rendement supérieur. En mars 1943, l'expérience a démontré que le principe de travail donné à la tâche était le plus avantageux pour l'internement. De plus, à cette même époque, on constatait qu'en informant les internés, le rendement devenait bien supérieur, comme au camp d'Illarsaz, où les internés travaillant pour une entreprise privée étaient bien renseignés sur le travail qu'ils effectuaient¹⁰⁶.

En juillet 1943, le détachement de Chandoline et les camps de Châteauneuf et de Saillon travaillaient comme précédemment. Par contre, globalement, le secteur avait changé de physionomie. En effet, le camp de Granges avait été dissous et les internés envoyés dans un autre secteur. A Illarsaz, à cause du retour de l'été, de nombreux internés avaient été envoyés provisoirement dans des détachements de travail: à Collonges et à La Crettaz en direction de Salvan dans la vallée du Trient. Les autres détachements ne concernaient pas directement

le Valais: un changement stratégique s'était opéré¹⁰⁷. En effet, la quasi totalité des camps militaires avaient disparu de la carte valaisanne entre septembre et octobre 1943, pour les uns les travaux étant terminés, pour d'autres, comme aux mines de Chandoline, la crise économique minière en avait sonné le glas. Dès lors, au sein du secteur Rhône, la majorité des camps militaires se sont situés en dehors du canton. Deux camps ont malgré tout subsisté en mars 1944: à savoir celui d'Illarsaz (160 occupants) et celui de Châteauneuf (170 internés). Un mois plus tard, il ne restait plus qu'un seul camp en Valais, celui d'Illarsaz, alors qu'une quinzaine de camps étaient toujours établis dans le secteur Rhône. Il n'y avait plus que 160 Polonais en Valais parmi les 2355 internés étrangers de différentes nationalités qui composaient le secteur. En août 1944, deux camps d'internés polonais ont encore été ouverts dans le Lötschental (travaux pour les autorités communales de Wiler et de Blatten) et à Glis (construction d'une route militaire).

Dès leur arrivée, les prisonniers de guerre évadés soviétiques furent parmi ceux qui causèrent le plus de difficultés aux responsables de l'internement. Ils avaient de la peine à comprendre leur internement, car ils portaient du principe qu'ils avaient lutté contre le fascisme, et par là même aussi pour la Suisse et qu'ils auraient par conséquent mérité un autre traitement. A cause du profond fossé culturel et de la méfiance des autorités, les relations étaient mauvaises dans les camps; des interventions de milieux politiques suisses envenimaient encore un climat déjà tendu. Le nombre des internés russes resta réduit jusqu'au printemps 1945. En Valais, les Russes ont été internés dans deux camps: à Rarogne et à Illarsaz¹⁰⁸.

Dans plusieurs camps, et à différentes époques, il fallut prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des Russes (consignation, etc.), soit pour refus de travailler, soit pour faute de discipline. Après une grève de la faim accompagnée du refus de travailler, les internés russes du camp d'Andelfingen furent transférés au camp de Rarogne le 19 juin 1943¹⁰⁹.

■
¹⁰⁵ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, de mars 1943.

¹⁰⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, de février 1943.

¹⁰⁷ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire du secteur Rhône de juillet 1943.

¹⁰⁸ LASSERRE 1995, pp. 343-344.

¹⁰⁹ AF, E 4800.1., vol. 74, Rapport d'audition du premier brigadier Eugster du Département militaire fédéral, du 19 octobre 1943.

Le camp de Rarogne fut choisi car l'endroit était assez éloigné des grands centres pour décourager les agitateurs extérieurs¹¹⁰. Les ressortissants russes étaient répartis dans huit baraquements. Les couchettes étaient munies de paille, même si les sacs de couchage manquaient au début. Des douches froides furent installées dans le camp. Les ressortissants soviétiques avaient reconnu qu'ils se sentaient mieux qu'à Andelfingen, même s'ils se plaignaient de ne pas avoir trois jours de congé par mois. Le CICR avait du reste appuyé cette requête auprès des autorités suisses¹¹¹. Un mois après l'ouverture du camp, un membre du CICR, Edmond Martin, et un délégué du CICR ont visité le camp de Rarogne. Selon eux, l'effectif était trop considérable et les évadés soviétiques, sous l'influence de certains d'entre eux, obéissaient difficilement aux ordres. Le CICR est alors intervenu auprès des autorités suisses pour attirer leur attention sur l'urgence qu'il y aurait à séparer certains évadés, afin d'éviter le renouvellement d'incidents regrettables comme celui d'Andelfingen¹¹². Mais quelques jours après, l'atmosphère ne tarda pas à se gâter. Lorsqu'à la suite d'une infraction le chef de camp voulut faire arrêter deux hommes par la police valaisanne, les autres s'interposèrent. Appelés à la rescousse, vingt gendarmes militaires se heurtèrent à une véritable émeute. L'ordre finit par se rétablir et trente et un meneurs furent dispersés dans divers pénitenciers en attendant leur jugement. L'affaire en soi n'avait pas une gravité exceptionnelle et les peines furent légères : des arrêts disciplinaires de vingt jours pour les agitateurs. Pour finir, les trente et un meneurs se retrouveront dans le camp spécial de Wauwilermoos (Lucerne). La mission soviétique reconnut elle-même en 1945 que les autorités suisses avaient fait preuve de générosité et distribué des punitions moins sévères que si les coupables avaient été suisses. Par la suite, le camp de Rarogne ne fit pas trop parler de lui, même si les rapports à l'interne étaient parfois tendus. Un rapport du CFIH témoigne bien du problème de cellules au sein des internés russes :

*Certains Russes organisent une résistance passive au point de vue du rendement de travail et essaient de créer le mécontentement parmi les internés. Il est probable qu'un certain nombre d'entre eux sera transféré au camp pénitentiaire afin d'épurer Rarogne des éléments nuisibles*¹¹³.

De plus, certains groupuscules terrorisaient les autres :

*Le commandant du camp est excédé de la conduite de certains Russes, qui terrorisent un certain groupe qu'ils traitent de vendus, parce qu'ils travaillent bien, ne réclament rien, et ne demandent qu'à vivre en paix*¹¹⁴.

Du reste, certains Russes ont même souhaité leur transfert dans un autre camp, de peur de représailles. Finalement, un *modus vivendi* fragile a fini par s'établir entre Suisses et Soviétiques¹¹⁵. Le camp de Rarogne a été fermé le 10 décembre 1943. Les ressortissants russes ont été transférés au camp du Chaltet dans le Jura bernois¹¹⁶.

La mission militaire soviétique a été chargée de l'enquête sur les camps d'internés russes (visite des camps, conditions de logement, de nourriture,...) et du rapatriement de ces internés. La délégation russe a été favorablement impressionnée par ce qu'elle a vu au cours de son enquête¹¹⁷. En avril 1945, le *Nouvelliste* affirmera : *Si, dans tel ou tel cas, quelque chose n'a pas joué, si quelques très regrettables incidents isolés se sont produits – comme dans tous les camps – cela n'autorise personne à parler de mauvais traitements infligés aux réfugiés russes*¹¹⁸. La délégation suisse a communiqué que les citoyens soviétiques réfugiés en Suisse étaient soumis aux mêmes prescriptions et règles que les autres réfugiés, notamment en ce qui concerne la quarantaine, le logement, la surveillance, l'alimentation, les soins médicaux, le travail et la rétribution¹¹⁹.

TRAVAUX DIVERS

Les internés ont été également soumis à d'autres types de labeurs que ceux dans les mines ou dans le cadre du plan Wahlen. Ils ont notam-

110 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 730, Rapport du délégué du CICR Dessonnaz sur sa visite au camp des évadés russes de Rarogne, du 21 octobre 1943.

111 AF, E 4800.1, 1967/111, vol. 74, 1010, 332, Rapport du 24 juillet 1943 figurant dans le résumé de l'activité du délégué du CICR d'avril 1943 à octobre 1944.

112 AF, E 4800.1, 1967/111, vol. 74, Rapport du 3 août 1943 figurant dans le résumé de l'activité du délégué du CICR d'avril 1943 à octobre 1944.

113 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 730, Rapport du délégué du CICR Dessonnaz sur sa visite au camp des évadés russes de Rarogne, du 21 octobre 1943.

114 *Ibidem*.

115 LASSERRE 1995, p. 344.

116 AF, E 4800.1, 1967/111, vol. 74, Rapport du 23 novembre 1943 figurant dans le résumé de l'activité du délégué du CICR d'avril 1943 à octobre 1944.

117 RH, 10 août 1945, La délégation militaire russe.

118 NF, 20 avril 1945, Les bobards sur les réfugiés soviétiques en Suisse.

119 NF, 30 septembre 1945, Le procès-verbal sur le traitement des internés russes : fautes reconnues, regrets réciproques. Par rapport à l'internement et au tragique destin des prisonniers de guerre évadés soviétiques, se référer notamment à l'ouvrage de REICHEL, 1982, pp. 77-90.

ment participé à des travaux d'armée, à la mise en stères de bûches de bois ou à la construction de chemins.

En septembre 1943, après les événements d'Italie, 20 000 soldats et civils ont traversé en différents endroits la frontière italo-suisse et la frontière franco-suisse¹²⁰. Ce nouveau flux d'Italiens a donné la possibilité de créer trois nouveaux camps et détachements de travail dans le Haut-Valais à Reckingen, Ulrichen et Münster¹²¹.

Dans les deux dernières localités, les Italiens ont effectué des travaux pour le compte de l'armée. A Ulrichen, comme la plupart des internés italiens étaient maçons ou manœuvres, ils supportaient facilement le travail demandé, si bien que l'ambiance au camp était bonne. Par contre, dans plusieurs camps, les travaux furent difficiles à entreprendre. Par exemple, à Münster, alors que les internés travaillaient sur l'aérodrome militaire, une grève éclata en octobre 1943. Les internés se sont plaints de la difficulté des tâches à accomplir. Suite à ce mouvement, le lieutenant-colonel Perret, commandant du secteur Rhône, s'est rendu au camp, où vingt-cinq douaniers et sept étudiants se sont présentés à lui¹²². Parmi ces trente-deux personnes consultées, certaines se sentaient trop faibles et ne pouvaient faire le travail demandé, alors que d'autres avaient contracté la malaria avant leur arrivée en Suisse. Les internés reconnaissaient ouvertement qu'ils allaient bien, mais avouaient qu'ils ne pouvaient supporter le travail exigé. En effet, en tant qu'anciens douaniers, ils n'étaient pas habitués à ce genre de chantiers¹²³. Selon le médecin suisse du camp, la grève était inévitable, car l'officier suisse de 23 ans avait trop peu d'autorité pour maintenir ses hommes en place. De plus, il n'avait pas été opportun de disloquer les groupes italiens, dont la plupart provenait du sud et du centre de l'Italie, pour les envoyer à 1400 m d'altitude dans des conditions difficiles. En conclusion, le rapport affirme que ces gens étaient prêts sans autre à exécuter des travaux agricoles, mais non pas à effectuer des tâches pénibles sur l'aérodrome. Le comportement

de la population civile qui n'avait pas une grande sympathie pour les internés italiens rendait encore plus difficile le climat du camp, quand bien même les Suisses avaient besoin de main-d'œuvre pour avancer les travaux. Une réorganisation s'en suivit¹²⁴. Finalement, en novembre 1943, les camps du Haut-Valais ont été supprimés; si bien qu'il ne restait alors plus que le camp de Tourtemagne pour les internés italiens¹²⁵. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il y eut six camps d'internés militaires italiens en Valais: à savoir à Gampelen, Glis, Münster, Rarogne, Tourtemagne et Ulrichen¹²⁶. Un autre labeur pour le compte de l'armée a été réalisé par les internés polonais du camp de Glis. Ils ont construit une route militaire d'un kilomètre de long. La route partait de la rue de Napoléon en direction du lieu dit *Holzji*. Elle avait pour objectif de relier la route militaire de Holzji au Nanztal, en passant par le col du Bistinen, avant de rejoindre le col du Simplon¹²⁷.

Les étudiants internés devaient également participer à divers travaux pendant les vacances inter semestrielles universitaires. En Valais, ces jeunes ont été engagés en tant que bûcherons. Pour mieux comprendre leur mode de vie et leur travail quotidien, nous allons mettre en parallèle ce type de travail effectué dans deux endroits différents pendant l'été 1944. A Finhaut, trente et un étudiants en théologie de l'université de Fribourg ont participé à l'abatage de bois de la fin juillet 1944 jusqu'à la fin octobre 1944. La coupe de bois servait à l'approvisionnement du home pour réfugiés de Finhaut¹²⁸. De même, à Champéry, des internés sans ressources ont effectué des travaux de bûcherons du côté de la Dent-Blanche. Ce bois, une fois réduit en bûches, servait à alimenter les chaudières de l'Hôtel des Dents-du-Midi, hôtel réquisitionné pour loger principalement des internés juifs de toutes nationalités¹²⁹.

D'un point de vue organisationnel, les séminaristes français relevaient de la direction du home de Finhaut, alors que les réfugiés sans ressources de Champéry dépendaient de la

■
¹²⁰ RH, 28 septembre 1943, *Réfugiés italiens en Suisse*.

¹²¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du commandant Perret, d'octobre 1943.

¹²² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Lettre du 24 octobre 1943 de la commune de Münster adressée au capitaine Adrien Joly, médecin-chef du secteur Rhône.

¹²³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire d'octobre 1943.

¹²⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Lettre du capitaine Adrien Joly au médecin-chef de l'internement en Suisse concernant le détachement italien à Münster, du 26 octobre 1943.

¹²⁵ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de novembre 1943.

¹²⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 621, Liste alphabétique des localités suisses dans lesquelles ont séjourné les militaires italiens internés en Suisse de 1940 à 1946, du 26 mai 1975.

¹²⁷ Le but premier de cette route était de pouvoir atteindre le sommet du col en passant par une autre voie que celle empruntée habituellement pour franchir la frontière, afin de prendre un éventuel ennemi à revers. Interview de Théodor Wyder, 16 septembre 2004. Theodor Wyder a écrit plusieurs ouvrages sur sa commune. Le dernier a pour titre : *Dorfschaften, Glis, Gamsen et Brigerbad*. Actuellement, une rue de Glis porte le nom de *Polenstrasse*, en souvenir des travaux effectués par les internés militaires pendant les hostilités.

¹²⁸ AF, E 4800.1., 1967/111, vol. 34, Lettre d'Edouard von Steiger au conseiller national Antoine Favre (dossier n° 155) du 16 novembre 1944.

¹²⁹ Pied Michel, 10 août 1944. Le réfugié Michel Pied a tenu un carnet de bord pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce document, de par l'exactitude des activités décrites, est une source précieuse pour comprendre le refuge au quotidien. Toutes les activités mentionnées ci-après se passent du 10 août au 15 septembre 1944.

direction de l'Hôtel des Dents-du-Midi. Même si ces deux groupes de réfugiés travaillaient directement pour leur home d'accueil, ils formaient un groupe spécial, dirigé par un chef technique adjoint. A Champéry, le chef de camp organisait le travail d'équipe au forfait pour encourager les étudiants. Ces deux jeunes équipes logeaient dans un chalet loué dans les environs du camp. A Finhaut, celui-ci était situé à deux heures de marche du village, alors qu'à Champéry, il se trouvait au lieu dit *Boutchie*, soit à une heure trente de marche de l'hôtel. Selon le témoignage de Michel Pied, le chalet était

perdu dans les alpages, en marge d'une forêt de sapins. Après le souper, nous poussons quelques pas vers le col de Coux. Nous marchons dans la neige et près d'un petit baraquement des douaniers français en uniforme nous saluent, car, sans s'en rendre compte, nous avons mis pied sur sol français... A méditer s'il nous vient envie de quitter la Suisse en douce.

Les étudiants travaillaient un maximum de cinquante heures par semaine (y compris la durée des trajets entre le camp et le lieu de travail). A Champéry, les horaires variaient quelque peu : les réfugiés se levaient à cinq heures du matin et le rythme de vie se résumait à trois jours à la montagne, puis deux jours à l'Hôtel de Champéry.

Au début, le travail était difficile, car les jeunes n'avaient pas l'habitude d'élaguer les branches de troncs d'arbres abattus. Mais très vite, les réfugiés s'y sont habitués, ce d'autant plus qu'ils ont rapidement obtenu des gants de toile grossière d'une bonne protection. Le réfugié Michel Pied raconte leur travail quotidien :

Nous chargeons et entraînons un énorme « Schlitt » [sorte de luge] qui glisse par des chemins étroits en pente raide jusqu'au point de départ d'une sorte de treuil. Du sommet de la paroi qui tombe à pic dans la vallée, nous assemblons un stère de bois et l'envoyons en contrebas, glisser le long d'un câble de plus d'un kilomètre. Le tout file à toute vitesse pour atterrir sur un énorme coussin

de branches de sapins entassées pour amortir le choc. De là, d'autres internés chargent un camion qui transporte ce bois à l'Hôtel de Champéry.

Leur travail, malgré une nourriture abondante à *Boutchie*, est perçu comme un pénible labeur par les réfugiés. Michel Pied a décrit, du reste, son équipe de travail comme *des corvéables à merci*.

Au début septembre 1944, l'arrivée précoce des premières neiges a apporté en montagne un froid guère agréable, d'autant plus que les réfugiés n'ont pas reçu immédiatement les vêtements nécessaires pour y faire face :

Le froid apparaissant, nous devons augmenter la cadence des coupes. Les chaudières de l'hôtel deviennent plus exigeantes.

Après une semaine de travail intensif, les ordres d'augmentation de production étaient tels que les réfugiés ont décidé vainement de saboter le système d'expédition du bois par le câble vers la vallée. L'engouement au travail s'est dès lors détérioré et la lassitude a gagné les esprits à partir de la mi-septembre :

Vers le 15 du mois, une très nette détérioration du temps nous relègue à l'abri dans la cabane. On écrit, on lit, on joue aux cartes. Je suis sans nouvelles depuis longtemps, rien de Belgique, de Neuchâtel, d'Aubonne. Une alternance d'activités à la montagne et de repos à l'hôtel s'éternise avec monotonie.

Cette monotonie est alors renforcée par les événements extérieurs à la Suisse. En effet, l'opinion publique sentait la fin proche de la guerre, et le travail est devenu alors peu motivant.

Ce week-end on retourne au chalet. Beaucoup d'internés juifs nous quittent, cela sent l'abandon. Un relâchement total des ordres, un laisser-aller général crée une ambiance bizarre. Nous travaillons toujours de même, mais avec un certain relâchement. Pourquoi stocker tant de bois, puisque tout le monde aura peut-être disparu ! [...]

Enfin, le 19 octobre 1944, les réfugiés ont regagné la plaine pour se rendre dans leurs familles en Suisse, chez des amis ou dans leurs résidences suisses. La corvée est terminée.

HYGIÈNE ET SUBSISTANCE DANS LES CAMPS DE BASE DU SECTEUR RHÔNE

Le service de santé dans le secteur Rhône était dirigé par un médecin-chef, le capitaine Adrien Joly. Les médecins commandés par le Service de santé de l'armée assuraient le service dans les divers camps. Ils étaient soumis à l'Ordre général de janvier 1942 pour le service de santé de l'internement. Selon les possibilités, des médecins polonais pouvaient être attribués à certains camps; ils étaient placés sous la surveillance des médecins suisses, qui seuls étaient responsables du service sanitaire des camps. Ainsi, le service des malades était assuré dans les infirmeries par le personnel des troupes internées, sous le contrôle des médecins suisses¹³⁰.

En mai 1942, lors d'une inspection du médecin-chef dans les camps du Valais, plusieurs critiques concernant des mesures d'hygiène ont été soulevées. On avait ouvertement critiqué la construction de certaines toilettes et avait ordonné la transformation de plusieurs¹³¹.

*A Granges, les toilettes sont défectueuses; il est regrettable qu'on n'ait pas installé le système à la turque. Il y a un espace entre cette planche et la paroi du fond, de sorte qu'on salit la planche de devant et la paroi du fond. Les toilettes n'ont pas d'eau et sentent mauvais. Il y a beaucoup de mouches, ce qui est une plaie de Granges*¹³².

Le constat était à peu près semblable à Montana et Saillon¹³³. Dès lors, les mesures préventives ont été appliquées. En août 1942, les camps avaient déjà opéré les principales modifications hygiéniques et les toilettes étaient dès lors propres et bien entretenues¹³⁴. En octobre 1942, le camp de Granges, est décrit de façon élogieuse :

*Très bon camp, en ordre. Les cuisines fonctionnent bien, la nourriture y est bonne. L'eau potable, les W.C. sont en ordre, il y a des douches, le camp est très bien installé*¹³⁵. A côté des W.C., les douches ont longtemps été un problème dans les camps. Par exemple, les internés du camp de Saillon devaient se laver dans

le canal, où l'eau était très froide. Pire, à Montana, en août 1942, les douches faisaient carrément défaut. Partout où cela a été possible, des douches ont été établies par la suite. Selon les divers rapports, aucune plainte n'a été formulée concernant le manque d'hygiène des internés.

L'eau potable n'a pas toujours été facile à obtenir. A Granges, elle était bonne et en suffisance. A Châteauneuf, l'eau était potable, mais pas assez abondante pour les nettoyages au jet, le débit de la pompe n'étant pas suffisant¹³⁶. Par contre, à Illarsaz, il n'y avait pas de canalisation, de sorte que l'eau potable était amenée dans des bidons¹³⁷. Pour remédier à ces problèmes, de grands progrès furent réalisés en quelques mois. En effet, en septembre 1942, l'hygiène était bonne dans les camps et des douches furent installées partout. Il ne manquait plus qu'à effectuer, avant la saison froide, certaines réfections aux baraquements afin de rendre les cantonnements supportables pour l'hiver¹³⁸.

En fait, à l'automne 1942, seul le camp de Saillon n'était pas encore au même niveau, au point que le CFIH a même hésité à le maintenir. Finalement, la décision a été prise, en février 1943, de démonter le camp et de le reconstruire¹³⁹. En mai 1943, les modifications nécessaires avaient été apportées à l'ensemble des camps du secteur, les infirmeries établies, et souvent, un foyer du soldat créé, comme en témoigne un rapport de mai 1943 : *J'ai fait une tournée dans les camps de Saillon, Granges et Chandoline. Tout fonctionne normalement. Il y a maintenant une infirmerie à Saillon, elle n'est pas encore complètement équipée. Les infirmeries sont propres et bien tenues. En général toutes les baraques sont propres et en ordre. Dans certains camps il y a des foyers du soldat, qui sont d'une grande utilité.*

*La nourriture est bonne et bien préparée; les aliments sont assez abondants. Les internés sont contents. Nos Polonais ont donné un concert vocal et piano dans la grande salle du Collège [à Sion]; ils ont été chaleureusement applaudis. Tout va bien dans le secteur Rhône*¹⁴⁰.

130 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, secteur Rhône, ordre signé par le colonel Perret et le capitaine Adrien Joly, 1944.

131 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Lettre du capitaine Adrien Joly au médecin-chef de l'internement, du 9 juin 1944.

132 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport de mai 1942.

133 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Lettre du capitaine Adrien Joly au médecin-chef de l'internement, du 9 juin 1944.

134 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport d'août 1942.

135 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport d'octobre 1942.

136 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport d'août 1942.

137 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport de janvier 1942.

138 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du secteur Rhône, de septembre 1942.

139 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport de février 1943.

140 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport de juillet 1943.

Au début, il a fallu remédier à une trop faible quantité de nourriture attribuée aux internés. Par exemple, les internés avaient droit à une ration quotidienne limitée à 450 grammes de pain alors qu'ils travaillaient huit heures par jour. La ration accordée à Illarsaz n'était au début que de 350 grammes de pain pour un travail de neuf heures. Les hommes se sont plaints du manque de nourriture et ont obtenu une augmentation¹⁴¹. D'une manière générale et ce malgré les restrictions, *la subsistance a été bonne*, selon le rapport d'Adrien Joly. Ce dernier rapporte :

Il est inévitable que souvent il y a des mécontents. Nous sommes obligés de faire comprendre aux internés que nous nous trouvons dans une situation tout ce qu'il y a de spécial. Il est naturel que l'homme qui doit travailler reçoive une nourriture lui permettant de refaire ses forces, mais certains officiers Polonais responsables n'[ont] pas [compris], ou n'[ont] pas voulu] comprendre, la situa-

tion dans laquelle notre Patrie se [trouvait]. En fait, les internés furent en principe satisfaits, à l'exception des camps d'internés italiens, où l'on jugeait que la nourriture n'était pas assez abondante. Après analyse, le CFIH a pu prouver qu'ils recevaient les mêmes rations que la population suisse, et que celles-ci n'avaient pu être augmentées¹⁴². De façon générale, il n'y a eu que très peu de réclamations à enregistrer, grâce à la collaboration entre les organes suisses et polonais notamment¹⁴³. Tous les grands camps comptaient un médecin interné. Ils ont donné entière satisfaction, toujours selon le rapport du médecin Adrien Joly.

LA QUESTION DES ÉVASIONS

Des évasions d'internés polonais se produisaient chaque semaine. Elles étaient souvent facilitées par les complicités que les internés trouvaient auprès de personnes civiles établies en

- ¹⁴¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 674, Rapport du CFIH, du 17 décembre 1941.
- ¹⁴² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport du médecin-chef du secteur Rhône, le capitaine Adrien Joly, du 23 août 1945.
- ¹⁴³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du secteur Rhône, de septembre 1942



Cimetière de Collombey, tombe du sergent polonais Jozef Chremeta, décédé le 4 mai 1942 au-dessus de Vionnaz lors d'une tentative d'évasion

(Fondation Archivum Helveto-Polonicum, Fribourg)



Suisse. C'est pourquoi, la Gendarmerie d'armée (GA) s'est efforcée de découvrir les organisations clandestines qui se livraient à ce genre d'opérations et elle a effectué plusieurs arrestations. D'après les constatations faites, il semble que certaines puissances belligérantes avaient intérêt à récupérer les cadres de la Division polonaise internée en Suisse. Pour empêcher les évasions, cinq bataillons d'infanterie ont été mis sur pied; ils étaient uniquement occupés à la garde des internés. De plus, l'armée disposait encore, indépendamment de la Gendarmerie d'armée, de la collaboration active du corps des gardes-frontière et des troupes-frontière, ainsi que du service territorial, pour les contrôles à faire dans les gares. Certaines évasions, quelque temps après l'arrivée des réfugiés, concernaient déjà la région du Bas-Valais¹⁴⁴. Grâce aux mesures prises par la Confédération, plus de la moitié des évadés avaient été retrouvés à fin mai 1941, à savoir, 846 internés polonais et 12 officiers sur un total de 1631 évadés¹⁴⁵.

Au début de la création du secteur, le camp d'Illarsaz était également confronté à un certain nombre d'évasions de la part des internés polonais désirant retourner en France. En effet, de nombreux Polonais inclus dans la deuxième division des chasseurs à pied ont habité en France avant la guerre. Or, étant donné la proximité du camp de la frontière française et la facilité avec laquelle on pouvait se rendre en France, non occupée, par de petits cols de montagne dont l'altitude ne dépassait pas 2000 mètres, la tentation était grande¹⁴⁶.

En raison de ces évasions, le CFIH a exigé qu'un officier suisse soit immédiatement désigné pour surveiller les quatre détachements du Valais, surtout celui d'Illarsaz. Pourtant, aucun officier n'avait encore été engagé, lorsqu'on projeta en février 1942 d'accueillir à Illarsaz 250 internés polonais¹⁴⁷.

Le 8 avril 1942 sont arrivés à Aigle pour le camp d'Illarsaz 141 internés. Dans ce détachement, contrairement à ce qui avait été convenu, se trouvaient 92 Polonais domiciliés en France.

*La proximité de la frontière a une influence malheureuse sur ces hommes. Aussi dans la nuit du 12 au 13, sept internés, tous domiciliés en France, ont cherché à s'évader; dans la nuit suivante, celle du 13 au 14, cinq nouvelles évasions ont eu lieu. Il est à craindre que cette maladie de l'évasion ne continue parmi ces internés provenant de France*¹⁴⁸.

A la mi-avril 1942, dix internés avaient déjà été repris. Malgré tout, pour rendre les évasions plus difficiles, un ordre fut donné de transférer à Granges tous les internés polonais arrivés de Matzingen qui étaient domiciliés en France¹⁴⁹. Lors de son évasion, le 4 mai 1942, un sergent polonais a trouvé la mort dans les montagnes au-dessus de Vionnaz. Son corps ne fut retrouvé que le 29 juin 1942¹⁵⁰.

A la fin de l'année 1942, le nombre d'évasions fut moins élevé que précédemment; une partie des internés ayant leur famille en France avaient déjà quitté le pays et l'armée suisse ne manquait pas de propager les mauvaises nouvelles venues de l'Hexagone. De plus, certaines filières furent démantelées. En 1944, plusieurs évasions eurent lieu dans les différents camps polonais¹⁵¹. Ce phénomène touche l'ensemble des internés polonais, du soldat au médecin, comme en témoigne ce rapport :

*Les médecins polonais s'évadent avec leur personnel sanitaire; après le lieutenant Bernacinski qui a quitté la Givrine pour se rendre en France, c'est maintenant le lieutenant Wysokinski qui a quitté Dom Hugon avec son sanitaire*¹⁵².

L'hypothèse de l'attirance du maquis français, situé à proximité de la frontière suisse en zone française, a influencé beaucoup de soldats polonais qui désiraient reprendre de l'action vers la fin de la guerre¹⁵³. Cette attirance pour le maquis français, dénoncée par les autorités allemandes, est fondée. Du reste, en établissant une statistique à partir des rapports mensuels du secteur Rhône, on constate que cette hypothèse est plus que justifiée. En 1943, on dénombrait seulement 95 évasions pour l'ensemble du secteur, alors qu'en 1944, il n'y pas moins de 397 évasions d'internés

■
¹⁴⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 593, Lettre du lieutenant-colonel Henri au Département fédéral des affaires étrangères datant du 12 juin 1941.

¹⁴⁵ *Ibidem*.

¹⁴⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 674, Rapport de l'inspection du secteur Rhône par le CFIH, du 17 décembre 1941.

¹⁴⁷ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 675, Lettre du CFIH au commandant du secteur Rhône, du 3 février 1942.

¹⁴⁸ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du lieutenant-colonel Jacquat au CFIH, du 14 avril 1942.

¹⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁰ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport du capitaine Adrien Joly rédigé à Aigle le 23 août 1945.

¹⁵¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport sanitaire de septembre 1944.

¹⁵² *Ibidem*.

¹⁵³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel de décembre 1943.

polonais pour 546 évasions au total (54 Italiens, 1 Yougoslave, 55 Américains, 73 Anglais et 3 Français). En 1945, les évasions seront encore nombreuses. De janvier à octobre 1945, on ne comptait pas moins de 424 évasions, dont 192 Polonais, 198 Italiens, 47 Américains et 1 Russe¹⁵⁴.

LE CAS DE L'HÔPITAL DE MONTANA: ENTRE ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, un ordre général fut établi en avril 1941, prévoyant une réorganisation de l'internement et de l'hospitalisation en créant trois secteurs d'hospitalisation en Suisse. Pour les Grisons, il s'agissait du *secteur Davos*, pour le canton de Vaud, du *secteur Montreux* (comprenant Montreux, Vevey, Caux, Leysin); quant au Valais, il devait être confiné dans le *secteur Montana*.

Pendant la Première Guerre mondiale, la station de Montana avait accueilli plus de deux mille internés militaires malades de diverses nationalités. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Dr Stéphani, en poste déjà en 1914-18, fut également responsable des relations entre la Confédération et la station de Montana pour l'hospitalisation de tuberculeux militaires. Après la réorganisation de l'hospitalisation, la station de Montana se prépara à héberger une partie des internés tuberculeux, français en l'occurrence. Une liste des pensions pouvant recevoir ces hospitalisés fut établie et transmise au CFIH. Alors que plusieurs établissements avaient déjà pris leurs dispositions et commencé les préparatifs nécessaires, la Confédération renonça finalement à l'hospitalisation d'internés dans la station touristique, car Montana était prévue pour les cours d'instruction des troupes de l'armée suisse. C'est ainsi que les tuberculeux français ont été orientés sur l'hôpital de Leysin.

Cette décision fut mal acceptée et jugée paradoxale par la station valaisanne. La Société de développement écrivit alors à l'Etat-major de l'armée et fit part de son étonnement: d'un côté le CFIH lui demandait d'accepter des hospi-

talisés et de l'autre l'Etat-major de l'armée décidait de ne pas donner une suite favorable au projet. La réponse de la Confédération à la station climatérique fut sans équivoque:

*Les nécessités militaires au tout premier chef entrent en considération pour le choix d'une localité. Le fait de vouloir tenir compte dans la mesure du possible des intérêts civils des localités considérées ne doit cependant pas nous amener à prendre des mesures irrationnelles ou même défavorables du point de vue militaire*¹⁵⁵.

Une année plus tard, soit en juin 1942, le CFIH recherchait à nouveau la possibilité d'hospitaliser un certain nombre d'internés militaires étrangers, dont l'hospitalisation éventuelle de tuberculeux ayant combattu dans les rangs de l'armée finlandaise. Pour cette question, l'Etat-major de l'armée ne s'opposait pas à l'utilisation plus large des ressources de Leysin et prévoyait même l'extension de la formule à d'autres stations, comme celle de Montana. Pour ce faire, le colonel Henry, chef du Service fédéral de l'internement, s'était rendu à Montana où il avait pris contact avec le Syndicat des propriétaires de sanatoriums. De cette rencontre, il ressortait deux éléments importants: d'une part, Montana pouvait être utilisée pour l'hospitalisation, à l'exception des baraquements militaires, et d'autre part, les propriétaires étaient disposés à accueillir de sept cents à mille tuberculeux aux conditions qui étaient alors en vigueur à Leysin. De plus, la Banque cantonale du Valais mettait même à disposition ses bâtiments et les autorités du canton du Valais insistèrent pour que Montana devienne un centre d'hospitalisation de soldats étrangers et elles adressèrent en ce sens une lettre destinée au colonel Henry. *En nous permettant de souligner le climat exceptionnel dont jouit la station de Montana et en relevant d'autre part que la crise dans laquelle se débat l'hôtellerie valaisanne depuis un certain nombre d'années s'est encore accentuée depuis la guerre, nous ne voudrions pas manquer de vous recommander les requêtes qui vous ont été adressées à ce sujet par les intéressés*¹⁵⁶.

■
¹⁵⁴ AF, E 5791 (-)/-1, vol. 666, Rapport mensuel du secteur Rhône.

¹⁵⁵ AF, E 5791 (-)/-1, vol. 729, Lettre du 4 juin 1941 du chef de l'Etat-major général de l'armée à la Société de développement de Montana.

¹⁵⁶ AF, E 5791 (-)/-1, vol. 729, Lettre du 26 juin 1942 du Conseil d'Etat signée par Troillet, président du Conseil d'Etat, et adressée au colonel Henry, chef du Service fédéral de l'internement.

Finalement, en août 1943, soit une année plus tard, le lieutenant-colonel Chauvet, chef de l'Etat-major, refusait d'accorder à Montana quelques tuberculeux.

*Malheureusement, pour des raisons d'ordre économique et financier, le choix de Montana n'a pu être maintenu, et le Conseil Fédéral se voit contraint de renoncer à cette station climatérique*¹⁵⁷.

Malgré cela, en automne 1943, le colonel Girard, médecin-chef de l'internement, a décidé de diriger un petit nombre de soldats italiens internés tuberculeux vers Montana. Dès lors, le Dr Stéphani s'est occupé, une nouvelle fois, des démarches auprès des différentes pensions à Montana et à Crans.

Cependant, pour un nombre si faible de pensionnaires, peu d'établissements se montraient réceptifs. L'Hôtel Bellevue du Dr Stéphani par exemple, ne pouvait être rentable avec moins de deux cents malades et le Grand Hôtel Victoria accueillait déjà plus de cent cinquante femmes et enfants réfugiés, à l'instar de nombreux autres, à l'exception de la Pension de Preux et de la Pension Helvetia.

Le propriétaire alors de la Pension Helvetia et du Chalet les Sapins s'appelait Louis Rey. Pendant les années 1930, la Pension Helvetia et le Chalet les Sapins accueillait encore des malades. La clientèle était constituée majoritairement de Genevois dont le séjour était financé par les assurances. Mais, avec la guerre, cette clientèle avait diminué. C'est pourquoi, pour lutter contre la crise, Louis Rey avait décidé d'accueillir des réfugiés tuberculeux, payés par la Confédération. Même si la Confédération finançait moins que les assurances, les propriétaires avaient l'avantage de pouvoir héberger deux réfugiés par chambre, alors que les assurances exigeaient un seul malade par chambre. Les premiers tuberculeux italiens sont arrivés en octobre 1943.

Etant peu nombreux au début, ils faisaient presque partie de la famille, selon les dires de Rose Simon, fille de Louis Rey¹⁵⁸. Pendant la journée, les tuberculeux prenaient des bains de soleil sur des chaises longues disposées sur le balcon. En général, ils restaient dans l'établissement : *Il n'y*

avait rien à lire, ni rien à faire. Ils se reposaient. Parmi les réfugiés, les gradés avaient quelques avantages : une chambre individuelle au rez du Chalet les Sapins, une table pour deux aux heures du repas et une solde de 2 francs par jour. Quant aux soldats, ils étaient deux par chambre, mangeaient à des tables de dix et recevaient une solde de 40 centimes par jour, soit le prix d'un paquet de cigarettes. Le Dr Stéphani était responsable des soins sur le territoire de la commune de Montana¹⁵⁹.

Quelques mois après l'arrivée des Italiens, des réfugiés yougoslaves sont venus renforcer l'effectif. Enfin, une troisième vague de tuberculeux cypristes sont arrivés quelques mois plus tard. D'une façon générale, les soldats représentaient toutes les classes sociales, il y avait *des gens instruits, des gens de la noblesse ou d'autres pas du tout habitués à la modernité*¹⁶⁰. A peine quelques mois après leur arrivée, la Confédération a décidé de transférer les malades de Montana à Leysin pour le 30 septembre 1944. Les motifs invoqués étaient une insuffisance dans la surveillance exercée par le Dr Stéphani et des installations techniques mal adaptées aux soins.

Mis à part ces reproches, une autre raison d'ordre économique influença l'Etat-major en faveur de ce transfert.

*En mai 1944, le Gouvernement de Vichy a décidé de supprimer le centre hospitalier de Leysin, et n'y enverra plus de Français. Petit à petit, les hospitalisés français de Leysin vont donc nous quitter et ne seront pas remplacés. La station de Leysin risque fort de se trouver ainsi dans une situation financière dangereuse. C'est pourquoi on a prié le colonel Blanc d'envisager le transfert des malades de Montana à Leysin*¹⁶¹.

Ainsi, l'hôpital de Montana aura fonctionné à peine une année durant la Deuxième Guerre mondiale et il n'aura accueilli qu'une centaine de malades italiens, yougoslaves, russes et cypristes. Il s'agissait d'internés militaires et de prisonniers de guerre évadés. Pour des raisons militaires, économiques, disciplinaires et sanitaires, la station de Leysin a été préférée à celle de Montana

■
¹⁵⁷ AF, E 5791 (-)/-1, vol. 729, Lettre du 10 août 1943 du lieutenant-colonel Chauvet, chef de l'Etat-major, adressée au commandant de l'armée, Service territorial.

¹⁵⁸ Interview de Rose Simon à son domicile, 31 août 2004.

¹⁵⁹ A côté du Dr Stéphani, Louise Rey, femme au foyer, s'occupait toute la journée des malades. Elle était toujours à l'écoute des gens. Selon Rose Simon, sa mère était aussi un peu leur maman, leur confidente, leur psychologue. Quant au travail de Rose Simon à la Pension, il était multiple. Elle contrôlait régulièrement l'ordre dans les chambres, lavait le linge une fois par semaine, était responsable de donner du sirop une fois par jour aux internés et de leur servir les repas.

¹⁶⁰ Interview de Rose Simon à son domicile, 31 août 2004.

¹⁶¹ AF, E 5791 (-)/-1, vol. 777, Lettre du 26 mai 1944 du premier lieutenant Dumoulin, officier d'Etat-major adjoint, au colonel Vuichoud.

pour l'accueil de tuberculeux durant la Deuxième Guerre mondiale, malgré les efforts du Dr Stéphani, de la Société de développement de Montana-Vermala et des autorités cantonales. Les derniers pensionnaires ont quitté la station climatérique en octobre 1944.

DEUX CAMPS SINGULIERS

Peu avant la fin de la guerre, la cité de Monthey, si calme à l'accoutumée, a connu durant quelques mois une certaine animation grâce à des hôtes

*forcés*¹⁶². Des réfugiés espagnols ont été logés dans des locaux aménagés et des baraques-montées construites à La Verrerie pour l'hospitalisation. Ces derniers sont arrivés en juillet 1945. L'effectif du camp était de 380 hommes, 14 femmes et 4 enfants et fut placé sous la surveillance du capitaine Pernollet assisté d'un groupe de militaires. Il s'agissait de réfugiés qui se trouvaient dans le convoi attaqué en gare de Chambéry et qui furent ensuite refoulés à Genève avant d'être transférés à Monthey. A leur arrivée, les réfugiés *faisaient bonne*

■
¹⁶² FAM, 30 novembre 1945, *Les internés espagnols sont partis*, A. F.



Le plan Wahlen a aussi mis la main sur les stations climatiques. A Crans-Montana, 12 hectares, situés sur le terrain du golf, ont été mis en culture (Archives privées de la famille Perret)



impression. Leur tenue n'avait en tout cas rien de l'aspect tragique sous lequel se sont présentées tant de victimes des terribles exodes nés de l'affreuse guerre. Les cantonnements ont préparés dans les grands magasins de la vieille industrie montheysanne. Ils étaient confortables et bien agencés par les artisans locaux sous la direction de l'architecte René Bréganti¹⁶³. Ces réfugiés ont quitté le camp de La Verrerie en novembre 1945 pour être acheminés vers Gênes via Chiasso avant d'embarquer sur un navire espagnol. Selon la *Feuille d'Avis de Monthey*, il y avait *un peu de tout parmi ces internés : des êtres charmants, de ceux qui l'étaient moins et d'autres, enfin, bien peu recommandables. Bref un monde en miniature avec ses lumières, et ses ombres, ses bons et ses mauvais sujets*¹⁶⁴.

Avant la guerre, la station de Finhaut accueillait principalement des touristes anglais. Les internés allemands qui ont séjourné dans la station de Finhaut étaient d'anciens officiers qui, lors de la fin des hostilités, faisaient partie d'un convoi de blessés traversant la Suisse pour être dirigés sur l'Allemagne. Le convoi, à la suite de la débâcle du Reich, ne pouvant plus quitter la Suisse, les quarante-quatre Allemands furent soignés dans un hôpital et ensuite internés au home de Wersen par les soins du CFIH. Ce dernier ayant été supprimé, ils furent démobilisés et soumis au régime des réfugiés¹⁶⁵. Ils furent alors transférés à Finhaut en mai 1946 et ont résidé à l'Hôtel Beau-Séjour. Pendant leur internement, ils étaient vêtus en civil. Sur les quarante-quatre réfugiés, vingt-cinq en moyenne étaient occupés pendant 48 heures par semaine à des écritures pour le compte de la Croix-Rouge, d'entente avec l'Agence centrale des prisonniers de guerre (recherche des soldats de l'ancienne Wehrmacht). Les autres assuraient le service du home (ménage, cuisine, ordre en chambre). Ces réfugiés recevaient la même solde que d'autres réfugiés. Pendant leur séjour, s'ils devaient rester à l'hôtel pendant la journée, ils étaient libres depuis le repas du soir jusqu'à 23 heures (le samedi et le dimanche jusqu'à minuit). A cause d'incidents

au Chalet de La Léchère, où des Allemands rejoignaient des femmes et où la morale était inexistante¹⁶⁶ l'opinion publique s'inquiéta du refuge à Finhaut, notamment par les révélations parues dans *La Voie Ouvrière*, accusant les *journalistes valaisans de se cantonner dans un prudent silence, au lieu de dénoncer à son tour le scandale*¹⁶⁷. Dès lors, les internés ont été perçus comme *insolents et noceurs, et toujours prêts à abuser d'une liberté excessive*¹⁶⁸. Le *Confédéré*, par la plume d'André Marcel, a été fortement réfractaire quand à l'accueil de ces hôtes :

*Qu'ils soient polis, le fait nous a été confirmé par tous ceux que nous avons interrogés. [...] Est-il juste, est-il normal, est-il décent, que des officiers allemands jouissent d'une vie de touristes en pleine station de montagne ? [...] Il faut que ces Messieurs quittent la contrée. Pas au printemps comme ont l'air de le souhaiter certains hôteliers, tout de suite. Nous demandons le départ immédiat des Allemands de Finhaut. Qu'ils aillent prendre leur bain au soleil sous d'autres cieux !*¹⁶⁹

Selon plusieurs témoignages, la population de Finhaut les appelait les SS. Ces hôtes controversés sont demeurés dans la station jusqu'en automne 1946.

DES RIXES AUX MARIAGES : LES CONTACTS AVEC LA POPULATION LOCALE

Dans les camps de base militaires, diverses activités ont été progressivement organisées par les autorités suisses et les internés. A Illarsaz, un foyer du soldat a été aménagé quelque temps après la création du camp dans un baraquement. A l'intérieur, les internés ont commencé à rédiger et à publier des communiqués de guerre avec les informations les plus récentes. Le commandant du camp a mis en place rapidement une riche bibliothèque du camp. Grâce à son intervention auprès des autorités, un groupe de cinéma de l'armée suisse visitait le camp une semaine sur deux pour présenter aux internés certains films. De plus, de temps en temps, le théâtre de la Division présentait

■
¹⁶³ FAM, 27 juillet 1945, *Des réfugiés espagnols arrivent à Monthey*, A. F.

¹⁶⁴ FAM, 30 novembre 1945, *Les internés espagnols sont partis*, A. F.

¹⁶⁵ CONF, 20 septembre 1946, *Finhaut a peut-être tort...*, A. M.

¹⁶⁶ *Ibidem*.

¹⁶⁷ CONF, 11 septembre 1946, *Les internés allemands à Finhaut*, A. M.

¹⁶⁸ *Ibidem*.

¹⁶⁹ CONF, 18 septembre 1946, *Les Allemands vont-ils enfin quitter Finhaut ?*, A. M.

ses spectacles aux internés du camp. Pendant les longs mois d'hiver, le foyer du soldat se remplissait de soldats qui participaient à la lecture à vive voix des extraits de la littérature polonaise¹⁷⁰. En août 1942, un foyer du soldat a également vu le jour à Montana grâce à l'initiative du major Voûte et de la Croix-Rouge. Il donnait l'occasion de passer agréablement le temps libre au lieu de fréquenter les cafés¹⁷¹. A Illsee, pour le confort des internés, comme il n'y avait pas de bibliothèque dans le détachement, l'entreprise organisait à Märetsch-Alt des projections cinématographiques en guise de compensations, de même que des conférences. Enfin, une fois par semaine,

un prêtre montait jusqu'au barrage pour célébrer la messe¹⁷². Le travail des aumôniers dans les camps était relativement complexe. Ces prêtres permettaient d'offrir un soutien spirituel aux internés, d'organiser des cultes, des lectures, des études, des conférences mais aussi de les faire bénéficier d'une aide sociale et administrative, et d'assurer par exemple la correspondance avec les autorités militaires et civiles ou avec les comités de secours. Ainsi, les aumôniers s'efforçaient d'apporter aux internés ce qui leur manquait tant sur le plan spirituel qu'intellectuel ou social. Secondés également par des personnes bénévoles, ils ont pu réaliser là un travail très important¹⁷³.

■
¹⁷⁰ PARVEX 1984, pp. 133-136.

¹⁷¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 777, Rapport du médecin-chef du secteur Rhône Adrien Joly, d'août 1942.

¹⁷² AF, E5791 -/1, vol. 746, inspection du 31 octobre 1941 du major Frey, médecin-chef de Büren.

¹⁷³ NARBEL 2003, pp. 152-153.



Internés polonais sortant de l'église de Vionnaz
(Archives privées)

Au cours des mois d'été, les internés ont également visité plusieurs villes et divers endroits touristiques pendant leur période de congé. Ces visites étaient très appréciées par les internés. En août 1942, par exemple, alors que les internés du camp d'Illarsaz faisaient une excursion en bateau jusqu'à Pully¹⁷⁴, les internés du camp de Saillon et de Granges se rendaient au Gornergrat. Quant aux internés des mines de Chandoline, ils visitaient le Comptoir suisse à Lausanne.

Dans les homes d'accueil, l'organisation des loisirs dépendait d'un responsable qui se trouvait à la tête d'un comité composé de représentants des différents groupes d'internés. A Champéry, par exemple, de multiples cours furent organisés. Au programme, il y avait des cours d'hébreux, d'anglais, de russe et d'allemand. Pour ceux qui avaient l'âme artistique, l'interné italien Manfredo d'Urbino donnait des cours de dessin. Seize élèves pouvaient aussi suivre des cours de sténographie ou de dactylographie. De plus, il existait deux cercles d'études, le premier avait pour but de faire connaître la littérature et l'histoire juives, le deuxième était l'œuvre de quelques universitaires du camp décidés à créer un cercle d'études scientifiques. Celui-ci était composé de médecins, d'avocats, d'ingénieurs, de croyants et d'anciens employés de bureau. Ce cercle d'études leur offrait la possibilité de conserver le savoir acquis dans leur branche spécifique et de se tenir au courant des avancées et des progrès scientifiques par l'intermédiaire de la littérature ou de la lecture de manuscrits. De plus, ce dernier groupe était chargé également d'organiser des conférences pour les résidents du camp. Outre les nombreux cours cités ci-dessus, des leçons de chant et de musique étaient mis sur pied au camp d'accueil de Champéry. Du reste, des artistes doués y donnaient périodiquement des concerts qui comptaient beaucoup pour les résidents. Parmi ces artistes, on peut nommer Frederico Pinto, virtuose du violon, Vittorio Bassevi, violoncelliste, Leonore Kroch, chanteuse d'opéra et de concerts, Dora Luria,

pianiste, Gualtiero Morpurgo, virtuose du violon, Eleonore Schreiber, pianiste très douée, alors à peine âgée de dix ans.

Dans les homes d'accueil de Täsch ou de Randa, il y avait peu d'activités culturelles proposées, à cause sans doute de la composition sociologique du camp : des femmes jeunes dont les préoccupations immédiates concernaient plutôt leur famille, et des enfants en bas âge. De plus, l'entretien de l'hôtel les occupait à plein temps. Il ne restait dès lors que peu de disponibilités pour organiser d'autres activités¹⁷⁵.

Dans certains camps d'internés, des cours ont aussi été organisés. A Illarsaz, un cours-radio a été mis sur pied, pendant lequel environ quarante soldats ont été formés en tant que spécialistes dans la radio-télégraphique militaire¹⁷⁶. A Champéry, des formations professionnelles ont été élaborées à travers divers ateliers. L'ouvrier avait pour objectif de préparer les réfugiés pour les temps difficiles de l'après-guerre. En effet, un grand nombre de réfugiés étaient sans métier, car beaucoup d'entre eux erraient depuis des années et n'avaient plus l'habitude d'un travail suivi. Ce problème de reclassement touchait surtout les Juifs chassés des différents pays d'Europe depuis le début des années 1930 :

*Il faut se rappeler que la plupart de ces jeunes ont passé la moitié de leur jeune existence en marge de la vie normale, errant d'un pays à l'autre ne suivant aucune instruction régulière et manquant souvent du simple enseignement primaire. A présent, ils sont dans des camps, désœuvrés, désaxés, sans instruction, sans intérêt culturel*¹⁷⁷.

De ce fait, *les orienter vers des métiers manuels est une tâche humanitaire et sociale*. C'est dans cet ordre d'idées qu'ont été réalisés, au camp de réfugiés de Champéry, divers ateliers – appelés *ouvriers* dans les documents d'époque – où plusieurs artisans ont travaillé à la préparation et à l'entretien des affaires des autres réfugiés. De plus, des cours de formation professionnelle pour des réfugiés ont été mis en place. Cet essai fait à Champéry a permis

■
¹⁷⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol 777, Rapport du médecin-chef du secteur Rhône Adrien Joly, d'août 1942.

¹⁷⁵ REGARD 2002, p. 95.

¹⁷⁶ PARVEX 1984, pp.133-136.

¹⁷⁷ AF, E 9500, 1969/150, vol. 15, Notice de Razdowitz sur le reclassement professionnel des réfugiés du home d'accueil de Champéry, juillet 1943.

des réalisations analogues dans les autres camps de réfugiés. A Champéry, on prévoyait même d'introduire ces types de cours pendant les longs mois d'hiver dans des camps de travail, en vue de formation et de reclassement professionnels. En 1943, peu après la mise en place de la formation, une trentaine de personnes participaient aux cours et aux ateliers. Outre ces activités, l'ORT-Suisse¹⁷⁸ a élaboré, au home d'accueil de Champéry, huit formations professionnelles en vue de l'après-guerre. On pouvait y apprendre la couture (où cinquante internés étaient formés à de simples travaux de raccommodage jusqu'à la confection d'habits) voire la haute couture (cinq tailleurs sous la responsabilité d'un professionnel). Il y avait aussi deux cordonniers. Dix-huit élèves pouvaient suivre également des cours l'après-midi pour confectionner de corsets et des chapeaux hauts de forme. Pour ces deux derniers cours, la formation durait cinq mois, à raison de quatre heures quotidiennes cinq fois par semaine. En août 1944, on prévoyait encore de nouvelles formations, à savoir des cours de couture sous la direction d'instructeurs professionnels, auxquels vingt-cinq élèves pouvaient prendre part pendant six mois de même que des cours d'électrotechnique et des cours spécifiques pour machines à tricoter. Très vite, les résultats obtenus furent encourageants et la volonté affichée prouvait bien l'utilité de créer dans d'autres camps des centres de formation et de reclassement professionnels¹⁷⁹.

Si à l'intérieur des camps la vie permettait très peu de contacts avec la population avoisinante, pendant les périodes de congés, de nombreuses rencontres eurent lieu. Certaines se firent notamment par le biais de la musique. En mai 1943, la Croix-Rouge de Sierre organisa un concert donné à la grande salle du Casino par le chœur des internés polonais de Granges. Le spectacle connut un très grand succès. Pendant cette soirée, les internés ont exécuté des chants en langue polonaise, tandis que le ténor Pregowski a chanté des airs

d'opéra et qu'Aleksander Kagan a interprété des œuvres de Chopin. Dans son compte rendu, *La Patrie Valaisanne* rend témoignage d'une *sympathie ardente pour nos frères Polonais, dont nous voudrions que l'exil chez nous fût aussi doux que peut l'être un exil*. A cet élan helvétique, le chœur des internés polonais répondit avec *une reconnaissance profonde et une attention délicate* en interprétant des chants suisses tels *Le vieux Chalet* de l'abbé Bovet, qui *a pris une couleur particulière, [...] parce que nous sommes habitués à des exécutions plus vagues, et parfois, bêtantes*. Cette amitié s'est encore renforcée par une réception organisée après le concert à l'Hôtel Bellevue, où *La vodka succéda aux crus valaisans; mais ces échanges spiritueux n'étaient qu'un signe des échanges spirituels que la capitaine polonais, le préfet du district, le président de la municipalité et celui de la Croix-Rouge sierroise opérèrent avec une fraternité totale*¹⁸⁰. D'autres camps avaient également mis sur pied un chœur. Celui d'Illarsaz notamment a donné plusieurs concerts au public suisse. Parfois, des chœurs d'internés venus d'autres cantons ont chanté en Valais. Par exemple, en avril 1944, le chœur des internés universitaires de Fribourg a organisé une tournée, présentant des chants populaires et accompagné par la *magnificence*¹⁸¹ du pianiste Alexander Kagan à la grande salle du Casino à Sierre. Le bénéfice de la soirée fut en faveur de la Croix-Rouge et des enfants polonais en Suisse. Le chœur d'étudiants avait déjà chanté à Neuchâtel, à Bulle, à Montreux et à la Tour-de-Peilz et devait encore se présenter à Genève, à Lausanne, à Fribourg et à l'Hôtel de la Paix à Sion une semaine plus tard. Que ce soit à Sierre ou à Sion, *le public manifestait un grand enthousiasme à l'égard des artistes*¹⁸². Dans l'article, le journaliste reconnaît que la qualité du chœur universitaire était excellente, contrairement à celle du camp de Granges qui n'avait pas enchanté le public (une année auparavant), mais *qui avait accordé l'intérêt de la curiosité et de la sympathie due au malheur*¹⁸³. D'autres concerts eurent lieu à Sion, notamment en

■
¹⁷⁸ ORT (Organisation, Reconstruction, Travail) était une association spécialisée dans le retour des réfugiés en Palestine.

¹⁷⁹ AF, E 9500, 1969/150, vol. 15, Notice de Razdowitz sur le reclassement professionnel des réfugiés du home d'accueil de Champéry, juillet 1943.

¹⁸⁰ PV, 7 mai 1943, *Le concert des internés polonais*, S. M.

¹⁸¹ PV, 18 avril 1944, *Concert de musique polonaise*, S. M.

¹⁸² AF, E 5791 (-)/-1, vol. 598, Compte rendu de la tournée de musique polonaise au secteur Rhône, organisée du 29 mars au 30 avril 1944.

¹⁸³ PV, 18 avril 1944, *Concert de musique polonaise*, S. M.

septembre 1942, pour commémorer le deuxième anniversaire de l'arrivée des internés à Chandoline.

Après le spectacle, une réception fut donnée à l'Hôtel de la Gare à Sion. Le capitaine Siegriest, dans son rapport, écrit :

Sans qu'il y ait eu d'excès, l'atmosphère est devenue assez élevée et a donné l'impression d'une fraternisation complète avec les officiers polonais. Le lieutenant colonel Jacquat a embrassé divers officiers polonais (baiser fraternel polonais)¹⁸⁴.

Au home d'accueil de Finhaut, la société de chant a eu le privilège d'avoir un brillant directeur

de juillet à septembre 1945. Les anciens membres se souviennent bien de Yvan Arato, réfugié d'origine hongroise et logeant dans le home d'accueil de l'Hôtel Bristol à Finhaut. Yvan Arato avait été avant la guerre compositeur et chef d'orchestre à Budapest. Selon les souvenirs de Maxime Gay-des-Combes, ce musicien *parlait bien le français. C'était un chef exigeant et les membres de la société se sentaient comme de jeunes apprentis à ses côtés. On avait deux répétitions par semaine. Il est resté tout l'automne et tout l'hiver.* Yvan Arato a dirigé la chorale jusqu'en septembre 1945. Maxime Gay-des-Combes se rappelle une messe chantée à quatre

■
184 AF, E 5791 (-) -/1, vol. 672,
Rapport du 28 septembre 1942
concernant la soirée musicale.



*Concert donné, pour commémorer le deuxième anniversaire
des internés polonais aux mines de Chandoline, Sion,
27 septembre 1942
(Fondation Archivum Helveto-Polonicum, Fribourg)*



voix pour la fête de la mi-août. Selon lui, *le village n'avait jamais entendu la société chanter de la sorte. C'était grâce à Monsieur Arato*. Grâce aux relations forgées par l'intermédiaire du chant, les membres de la chorale ont été reçus à l'Hôtel Bristol où logeaient les réfugiés. Ces derniers avaient mis sur pied un programme musical en mai 1945 pour la société de chant de Finhaut¹⁸⁵.

Le football, sport populaire déjà à l'époque, était reconnu sur la scène internationale. Pendant l'internement des internés, de nombreux matchs amicaux eurent lieu avec des équipes suisses. Ces matchs se déroulaient généralement avant la reprise des championnats. En Suisse allemande, le camp polonais de Flüeli a joué de nombreux matchs amicaux en 1945, notamment contre le F.C. Kreuzlingen,

le F.C. Schaffhouse ou même le Montreux-Sport¹⁸⁶. En septembre 1942, le camp de travail de Viège a participé à un tournoi de football à Salquenen¹⁸⁷. En 1943, plusieurs matchs amicaux eurent encore lieu dans les camps valaisans. Par exemple, la première et la deuxième équipe de Viège ont joué plusieurs matchs amicaux contre l'équipe du camp de travail de Lalden et de Rarogne en 1943¹⁸⁸. En juin 1943, le camp de travail de Rarogne a aussi disputé un match amical contre le club de Salgesch. A noter que les internés de Rarogne ont lancé un appel à d'autres clubs en vue de matchs amicaux pour les mois suivants¹⁸⁹. L'équipe de football du camp d'Illarsaz a joué notamment un match amical contre le F.C. Aigle en mars 1943. A Illarsaz, plusieurs internés étaient des joueurs chevronnés¹⁹⁰. En août



Le 15 août 1943, un concours sportif est organisé au camp d'internés polonais de Saillon (Archives privées de la famille Perret)

■
¹⁸⁵ Interview de Maxime Gay-des-Combes, réalisée le 11 août 2004 à Finhaut.

¹⁸⁶ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du 14 février 1945 du commandant du camp militaire de Flüeli à l'officier responsable du camp.

¹⁸⁷ WB, 1^{er} septembre 1942, *Tournier in Salgesch*.

¹⁸⁸ WB, 9 mars 1943, *Visp I schlägt Arbeitslager Lalden 7:3 (3:2)*; WB, 16 mars 1943, *Fussball*; WB, 18 mars 1943, *Visp II gegen das Arbeitslager Raron 2:3 (0:1)*.

¹⁸⁹ WB, 8 juin 1943, *Arbeitslager Raron gegen Salgesch II 6:3*.

¹⁹⁰ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du major Czyzewski, officier polonais de liaison auprès du CFIH, du 16 mai 1944.

1943, un conseiller municipal d'Aigle demandait même à la Confédération l'autorisation d'engager un joueur du camp d'Illarsaz pour devenir entraîneur-joueur de la première équipe.

*Le jeune homme désigné serait d'un grand secours pour notre société et permettrait à notre jeunesse de profiter de l'expérience sportive de ces joueurs étrangers. Dans le cas particulier, cet interné pourrait ainsi se rendre utile à la cause du sport en Suisse. [...] Il serait bien entendu, comme nous l'avons déclaré au commandant du secteur Rhône, que le dit interné jouerait avec l'Aigle F. C. le dimanche, donc jour de liberté pour les dits internés, et rejoindrait chaque soir son camp*¹⁹¹.

Toutefois, le CFIH refusa la demande, car une telle autorisation était jugée tout à fait inopportune à l'époque; le statut des soldats d'armées étrangères internés dans notre pays, régi par des conventions internationales, [imposait] à ceux-ci certaines restrictions à leur liberté de mouvement¹⁹².

D'autres footballeurs ont pu jouer dans des clubs grâce à certains subterfuges, tel l'interné italien Amedeo Lanzi. Ce dernier était entré clandestinement en Suisse, comme beaucoup de militaires italiens fuyant les soubresauts du fascisme, avant d'être interné au camp de Pont-de-la-Morge près de Sion. Selon son témoignage, tous les soirs après le travail, on tapait dans le ballon; jusqu'au jour où un habitant de Vétroz lui proposa de jouer pour l'équipe de son village sous un faux nom. C'est ainsi qu'Amedeo Lanzi, du camp de travail de Pont-de-la-Morge, a joué au F.C. Vétroz sous divers faux noms en 1944 et 1945¹⁹³.

A Chandoline, après leur travail, les internés allaient au cinéma, jouaient aux cartes ou fréquentaient les bals populaires. Il leur arrivait également de se promener au bord du Rhône ou en ville de Sion¹⁹⁴. A Chandoline, les internés non occupés dans la journée ou dans la soirée étaient libres dans le rayon de déconsignation, mais devaient être de retour au camp à 22 h. De plus, deux fois par semaine, les

internés avaient la possibilité de fréquenter les cinémas de la ville de Sion. La population valaisanne se montrait chaleureuse à leur égard. Ainsi on apprend que la nouvelle du conflit aux mines de Chandoline (grève des internés mineurs en janvier 1941) avait causé un certain émoi en ville de Sion où les ouvriers polonais jouissaient de l'estime et de la sympathie de la population¹⁹⁵. Des actions privées témoignaient également du respect des Valaisans à l'égard des internés polonais. En effet, les mineurs polonais du Mont-Chemin n'avaient pas pu rejoindre leurs familles pendant les fêtes de Noël en 1941. C'est pourquoi, ils reçurent des présents particuliers de la Distillerie Morand à Martigny. De plus, l'ouvrier militaire de Martigny leur a fait encore parvenir différents lainages et sous-vêtements. Les Polonais, pour exprimer leur reconnaissance aux généreux donateurs, ont souhaité publier un entrefilet dans *Le Confédéré*¹⁹⁶.

Pour les mineurs de Chandoline, les bons rapports avec la population valaisanne se sont renforcés dans les cafés proches des mines. En effet, comme il n'y avait pas de foyer du soldat, les internés s'arrêtaient fréquemment au café de Turin après leur travail. Il n'était pas rare que des Polonais sortaient de l'établissement en état d'ébriété. En août 1942, soit après plus de deux ans passés aux mines, les internés avaient tendance à devenir des ouvriers presque civils, jouissant de trop grandes libertés. [...] A Bramois et à Salins, les internés se permettaient de danser et de s'enivrer en compagnie de jeunes filles de ces villages. La surveillance des internés durant leur temps libre ne put se faire à Chandoline de la même façon que dans les autres camps du secteur, si bien que de nombreuses rencontres eurent lieu entre les internés et la population locale, principalement à Salins, village situé en amont des mines.

L'opinion publique était au courant des interdictions frappant les internés, puisque le CFIH avait porté à la connaissance des citoyens, par l'intermédiaire notamment de la presse, les directives concernant les rapports entre population civile et internés militaires. Il y était

■
¹⁹¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du conseiller municipal Capré au CFIH, du 17 août 1943.

¹⁹² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 596, Lettre du 13 septembre 1943, chef de la Division des affaires étrangères au conseiller municipal Capré.

¹⁹³ En 1945, Amedeo Lanzi est retourné à Domodossola; avant de revenir en Suisse en 1947 pour jouer dans le club de Chippis et travailler à Alusuisse, puis à la FTMH à Sierre jusqu'à sa retraite en 1983. Il fut connu dans tout le Valais comme footballeur et dans toute la Suisse comme un bon recruteur à la FTMH. Voir STEINAUER, VON ALLMEN 2000, pp. 21-22.

¹⁹⁴ Correspondance avec Daniella Korbacinski. La lettre date du 10 novembre 2004.

¹⁹⁵ NF, 4 janvier 1941, *Un conflit aux mines de Chandoline*.

¹⁹⁶ CONF, 2 janvier 1942, *Noël à la mine de fer du Mont-Chemin*, G. M.

précisé qu'il n[était] pas permis aux internés de contracter mariage. De ce fait, toutes relations tendant à cette fin [étaient] interdites¹⁹⁷.

Malgré des mesures plus strictes de surveillance, les ouvriers polonais ont continué d'entretenir de bonnes relations avec les populations locales et quelques rencontres ont même abouti à des mariages. Bronislaw Korbacinski est né le 13 avril 1919 à Kaminiec Podolski en Pologne. A l'âge de 5 ans, il a quitté la Pologne avec sa famille pour se rendre en France et s'installer en Saône-et-Loire au Bois-Perrault. A 13 ans, il commença à travailler à la mine de la région. Ainsi, lors de la mobilisation française, alors âgé de vingt ans, il était domicilié en France et il combattit dans la Deuxième Division des chasseurs à pied. Acculé par l'armée allemande, il a franchi la frontière jurassienne en juin 1940. Désarmé puis interné à Büren, il travailla d'abord dans plusieurs camps en Suisse alémanique et fut affecté à diverses tâches (construction de routes, de bâtiments ou déboisement en forêt), avant d'être transféré aux mines de Chandoline. Là, les internés étaient régulièrement en contact avec les ouvriers suisses. Léontine Pitteloud travaillait alors au triage d'anthracite. Un jour, sa fille Daniella, qui habitait à Turin, lui apporta le repas au travail. C'est à ce moment-là, qu'elle rencontra fortuitement Bronislaw¹⁹⁸. Malgré son jeune âge, puisque Daniella était encore mineure (Daniella est née le 15 juillet 1926), les jeunes gens ne se quittèrent plus. Daniella, selon ses souvenirs, n'apportait aucune importance au fait que son ami fût d'une autre nationalité :

*A 17 ans, on ne voit pas beaucoup plus loin que le bout de son nez et le premier amour est vraiment très important. De plus, celui qui allait devenir mon mari était fort séduisant. Il m'appelait gueule d'amour et de poupée, alors comment résister !*¹⁹⁹

Mais cet amour fut loin d'être simple. Selon les dires de Daniella, la fréquentation d'un interné n'avait pas posé de gros problèmes dans sa famille. Par contre, au sein du village, certains jeunes hommes valaisans, jaloux, l'avaient traitée à plusieurs reprises de *sale*

Pollack. Ces jeunes hommes n'étaient pas les seuls. En effet, l'opinion publique n'encourageait pas ce type de rencontres.

Leur fréquentation perdura. Alors enceinte de plusieurs mois, Daniella, en compagnie de Bronislaw, fit les démarches nécessaires auprès de l'Etat du Valais pour que l'enfant soit reconnu par son père. D'un point de vue législatif, la loi interdisait *en principe* une telle union.

Avant le conflit, il existait déjà des lois internationales en matière de mariage. Cette convention fut conclue à La Haye le 12 juin 1902 et ratifiée par la Suisse puis plus tard par la Pologne. Elle fut encore renforcée en novembre 1941 par le commissaire fédéral à l'internement qui interdisait de contracter mariage.

Le premier cas de demande en mariage entre un interné et une Suisseuse datait de 1942. En effet, en mars 1942, un officier polonais interné dans un camp du canton du Thurgovie s'était fiancé à une Bernoise. Après avoir requis l'officier de l'état civil de publier la promesse de mariage, l'interné polonais recourut au Tribunal fédéral. A cette époque, la section de droit public avait rejeté le recours²⁰⁰. *Le Nouvelliste* du 10 mars 1942, expliquait ainsi le choix de l'interdiction de mariage :

*Pour ce qui est du mariage, l'interné ne peut songer à constituer un foyer, base de la communauté conjugale, qu'implique l'état matrimonial. Si nous plaignons le sort de tous ceux que la guerre soumet à sa loi implacable, nous ne devons pas moins sauvegarder notre intérêt national et cet intérêt exige l'interdiction de mariage faite aux internés*²⁰¹.

Une autre raison sous-jacente à celle du droit international demeurait ancrée dans la mémoire collective. En effet, pour justifier et appuyer cette décision d'interdiction, l'opinion publique faisait référence aux souvenirs de la Première Guerre mondiale, avec *les cas de bigamie, les abandons de famille qu'elle traîna dans son sillage*²⁰². En mai 1944, à la suite de demandes fréquentes de publications et de célébrations de mariages de la part des internés, le Conseil d'Etat décida *de ne pas autoriser, en principe,*

■
¹⁹⁷ FAM, 14 novembre 1941, *Internés et population civile*.

¹⁹⁸ Correspondances avec Daniella Korbacinski. La lettre date du 10 novembre 2004.

¹⁹⁹ *Ibidem*.

²⁰⁰ NF, 10 mars 1942, *Droits au mariage des internés, du correspondant auprès du Tribunal fédéral*.

²⁰¹ *Ibidem*.

²⁰² *Ibidem*.

les mariages d'émigrants réfugiés en séjour dans le canton du Valais²⁰³. L'Etat du Valais avançait l'argument suivant :

*Ces gens sont généralement dépourvus de tous papiers de légitimation et leur état civil ne peut pas être établi avec certitude attendu que les relations avec les autorités du lieu de leur domicile sont pratiquement impossibles. [...] Dans ces conditions, nous vous invitons à ne pas donner suite aux demandes de cette nature et à informer les intéressés que le Gouvernement cantonal leur refuse l'autorisation de mariage*²⁰⁴.

Ce fut ainsi le cas pour un interné militaire polonais du camp d'Illarsaz et d'une jeune fille de Collombey-Muraz : l'interné ne pouvant fournir, dans un premier temps, les papiers de légitimation :

*Nous faisons remarquer [...] que soit les internés militaires, soit les réfugiés civils qui sont de passage dans notre pays ne sont généralement pas en mesure de produire les papiers de légitimation nécessaire à la célébration du mariage [...] Nous devons par conséquent refuser l'autorisation de mariage dans le cas particulier et nous vous invitons à ne pas donner d'autre suite à cette affaire*²⁰⁵. Si la loi polonaise admettait la reconnaissance d'enfants naturels et le mariage, l'Etat du Valais, en réponse à la lettre de la famille Pitteloud datant du 24 février 1944, se montrait par contre extrêmement réservé et prudent sur sa décision :

*Il y aura lieu [...] d'examiner si la reconnaissance en question est bien dans l'intérêt de l'enfant. Celui-ci acquerrait, par la reconnaissance, la nationalité polonaise de son père. Or, ce dernier, peut être appelé à quitter notre pays d'un moment à l'autre. Qu'advient-il de cet enfant ? Son père ne pourra pas s'en occuper, de sorte qu'il restera à la charge de la mère. La reconnaissance n'aurait, dans ce cas, aucune utilité. Elle serait, au contraire, préjudiciable à l'enfant. [...]*²⁰⁶

Souhaitant malgré tout contracter mariage, Daniella et Bronislaw établirent une demande

officielle. Entre temps, un matin du 23 mai 1944, naquit Wanda Adeline Pitteloud à Turin, commune de Salins. Avoir une relation avec un interné n'était pas chose aisée. L'opinion publique valaisanne n'y était guère favorable. *Le Journal et Feuille d'Avis du Valais*, de même que *Le Nouvelliste*, stigmatisant certaines attitudes, dénonçant *l'emballlement avec lequel nos jeunes filles valaisannes se sont éprises de la plupart de nos internés*²⁰⁷. On en cherchait les raisons : *sans doute sont-ils mieux que nos compatriotes de Bumpliz Nord ou de Goummens le Jus*²⁰⁸. En mai 1945 encore, *Le Journal et Feuille d'Avis du Valais* fit une dernière allusion aux *difficiles ruptures lors du rapatriement des internés*²⁰⁹. Malgré ce contexte difficile, le couple de Salins ne renonça pas à son projet de mariage. Il faut dire que si l'ordre du 1^{er} novembre 1941 était encore en vigueur en 1945, son application s'était assouplie. Ainsi, après une année de pourparlers, l'Etat du Valais accepta finalement la publication de promesse de mariage des fiancés²¹⁰, les pièces de légitimation ayant été officiellement reconnues. Le mariage fut autorisé sitôt obtenu le certificat de résidence et de célibat de Bronislaw Korbacinski (de Saint-Vallier en Saône-et-Loire)²¹¹. Les fiancés purent contracter mariage le 5 juin 1945. Néanmoins, la situation resta difficile, car ce jeune couple, à peine marié, a dû se séparer quelque temps. En effet, Bronislaw, à la suite d'un ordre de transfert, dut se rendre au camp d'Illarsaz en février 1945. Puis la situation ne s'arrangea guère, puisque le marié quitta la Suisse clandestinement. Et ce n'est que sept mois plus tard, le 7 février 1946, que Daniella et Wanda l'ont rejoint à Dijon, avant de retrouver toute la famille polonaise de Bronislaw Korbacinsky en Saône-et-Loire. De retour à la mine, Bronislaw continua d'y travailler jusqu'à l'âge de la retraite.

Le cas de la famille Korbacinski n'est pas une exception. Aux mines de Chandoline, on dénombre pas moins de quatre mariages officiels et une trentaine à l'échelon cantonal. A cela s'ajoutent encore une centaine de mariages entre réfugiés des différents camps et homes

■
²⁰³ AEV, 5030-2, 290.3. vol. 156, Lettre du chef du Département de justice aux offices de l'état civil de Sierre, Granges, Conthey, Saint-Maurice-de-Lakes, Montana, Finhaut, Champéry et Troistorrents, du 3 mai 1944. Une même lettre a été envoyée en allemand aux offices de l'état civil de Saint-Nicolas, Täsch, Randa, Rarogne et Gampel.

²⁰⁴ Ibidem.

²⁰⁵ AEV, 5030-2, vol. 156, 290.14, Lettre du chef du Département de justice à l'officier de l'état civil de Collombey-Muraz, du 22 décembre 1944. Cette lettre concerne une demande en mariage d'un ressortissant polonais interné au camp d'Illarsaz, avec une Valaisanne de Collombey-Muraz.

²⁰⁶ AEV, 5030-2, vol. 158, 549.14, Lettre du 7 mars 1944 du Département fédéral de justice et police, service de l'état civil, au Département de justice du canton du Valais.

²⁰⁷ FAV, 10 juillet 1944, *Nos jeunes filles et les internés*, E. R.; le même article se trouve dans *Le Nouvelliste* du 8 juillet 1944.

²⁰⁸ FAV, 5 février 1945, *Au fil des jours*, Candide.

²⁰⁹ FAV, 2 mai 1945, *Au fil des jours*, Candide.

²¹⁰ AEV, 5030-2, vol. 158, 549.14, Lettre du 17 mai 1945 du chef du Département de justice à l'office de l'état civil.

²¹¹ AEV, 5030-2, vol. 158, 549.14, Certificat de résidence (29 mai 1945) et de célibat (7 juin 1945) réalisés à Saint-Vallier.

d'accueil. Si certains se déroulèrent dans l'allégresse, il ne faut pas oublier les épreuves terribles subies par certaines jeunes filles valaisannes. Les rencontres avec des internés militaires étaient interdites. De plus, avoir un enfant illégitime de père étranger, d'un point de vue social, était une catastrophe à cette époque. Certaines relations connurent une issue bien plus dramatique encore. A la fin du conflit, deux cas en particulier, impliquant des internés et des jeunes filles, firent les gros titres de la presse cantonale qui, au-delà de ces suicides et assassinats, dénonça le danger des relations vouées le plus souvent à l'échec.

Les contacts entre la population valaisanne et les réfugiés aussi bien civils que militaires ont été conviviaux, voire parfois fraternels. Pourtant, comme le témoigne un article du *Rhône*, les

internés militaires semblaient parfois mieux appréciés :

*Parmi les étrangers qui vivent chez nous, beaucoup se comportent dignement. Les internés militaires polonais en particulier font la meilleure impression à tout point de vue, et ils ont la sympathie de la population. On remarque leur esprit de corps, leur bonne tenue, leur courtoisie. Malheureusement, beaucoup de réfugiés sont loin de les imiter*²¹².

Les autorités fédérales ont même dû prendre des mesures particulières dans certains domaines. La lutte contre l'abus d'alcool, par exemple, concernait la majorité des camps d'internement. Du reste l'armée décida d'agir pour lutter contre ce fléau :

Les cas d'ivresse sont moins nombreux, cependant il y en a encore trop; ceci provient de

■
212 RH, 11 août 1944, Battage, Clément Bérard.



Internés polonais et jeunes filles valaisannes devant le café de Turin

(Archives de la famille Korbacinski)



*ce que la population du Valais a le geste trop large et invite trop facilement les internés à boire un verre avec elle. La température chaude et les vins du pays assez forts et assez bon marché, auxquels les internés ne sont pas habitués, sont cause des cas d'ivresse constatés*²¹³.

De peur que les internés ne s'enivrent encore plus qu'à l'accoutumée, une surveillance spéciale fut même exercée à l'occasion des vendanges en 1942 :

Je vous prie de prendre toutes dispositions utiles afin d'éviter que l'époque des vendanges en Valais ne soit l'occasion pour les internés de nouveaux actes d'indiscipline. Il y aurait lieu en particulier de réduire momentanément le rayon de sortie de certains camps

*et d'interdire aux internés l'accès des vignes et des pressoirs. Le secteur Rhône est le seul actuellement où l'on compte autant de cas d'ivresse. J'attends que vous preniez des mesures sévères en ce sens*²¹⁴.

Si l'alcool a favorisé la convivialité, il fut également la cause de nombreux dérapages, dont certains dégénérèrent en véritables rixes. Les plus importantes se sont passées à Eyholz en décembre 1943, à Sierre le 11 mars 1944, à Granges le 1^{er} août 1944 et à Glis le 15 avril 1945.

A Grône, dans la soirée du 1^{er} août 1944, des bagarres se sont produites dans le Café des Mayens entre des Valaisans et des ressortissants grecs du camp de Granges. Trois habitants de la région et six Grecs furent blessés. Un des Grecs succomba à ses blessures²¹⁵.

■
²¹³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 666, Rapport mensuel du secteur Rhône par le colonel Cuénod, de septembre 1942.

²¹⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 672, Lettre du 21 septembre 1942 du major Cottier, officier de l'Etat-major du CFH au commandant du secteur Rhône.

²¹⁵ NF, 11 août 1944, *La bagarre de Granges-Grône*, communication officielle.



Mariage de Daniella Pitteloud et de l'interné polonais Bronislaw
(Archives de la famille Korbacinski)

La Confédération a toujours pris très au sérieux les conflits entre population civile et internés, car, dans une certaine mesure, sa renommée en dépendait. Pour mieux mettre en valeur l'importance accordée par la Confédération à ces incidents, nous allons analyser les différentes interventions des organes politiques et policiers lors de la rixe de Sierre, dont les victimes furent des réfugiés juifs. Dans les journaux valaisans, un communiqué de presse décrit les événements : *Dans la soirée du 11 mars 1944, à Sierre, quelques réfugiés qui entraient dans un camp de travail ont été molestés par un groupe de jeunes gens de l'endroit. Sept réfugiés ont été blessés; l'un d'eux a dû être hospitalisé. Une enquête ouverte immédiatement n'a pas encore permis d'établir avec certitude les raisons de cette agression. Il est toutefois*



Bronislaw Korbacinski, Daniella Pitteloud et leur enfant Wanda devant la maison de la famille Pitteloud à Salins
(Archives de la famille Korbacinski)

certain que les assaillants étaient sous l'influence de l'alcool.

Les autorités du canton et de la Confédération s'efforcent de faire la lumière le plus rapidement possible sur ce regrettable incident. Un avocat sera mis à la disposition des victimes avant l'ouverture du procès pénal. Tant que les autorités administratives compétentes sont autorisées et qu'elles auront la possibilité de faire connaître leur manière de voir au Ministère public, elles demanderont une punition sévère des coupables [...] ²¹⁶.

La rixe de Sierre a interpellé l'Etat pour plusieurs raisons. D'une part, à cause de l'origine des réfugiés, on a craint à un acte volontaire d'antisémitisme. D'autre part, certains milieux diplomatiques ont demandé que lumière soit faite sur cette bagarre. Ainsi, cet incident, a mobilisé Rothmund, le conseiller fédéral Eduard von Steiger, le Conseil national via une interpellation du député zurichois Maag et enfin la Police cantonale valaisanne. Selon von Steiger, *dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité à l'intérieur du pays, de même que dans l'intérêt du bon renom de la Suisse, il importait que toutes les mesures utiles soient prises en vue d'empêcher que de tels incidents ne se reproduisent à Sierre en l'occurrence ou dans d'autres endroits.* C'est pourquoi, à la suite de la bagarre de Sierre, le Ministère public fédéral a été chargé d'ouvrir une enquête, de concert avec la Police cantonale. D'une façon sous-jacente, dans les rapports de chacun, on peut déceler constamment la hantise ou un reproche plus ou moins véhément de la part des pays étrangers à l'égard du traitement des réfugiés établis en Suisse. Comme le fait remarquer le député zurichois Maag dans son intervention au Conseil national :

Le Conseil fédéral est-il prêt à prendre des mesures pour empêcher la répétition de pareils incidents de nature à compromettre la réputation humanitaire de la Suisse ? ²¹⁷

Rothmund, dans son rapport concernant cette affaire, a insisté à deux reprises sur ce même danger :

Bien que l'importance de l'incident ne doive pas être exagérée, il convient cependant de

■
²¹⁶ AF, E 4001 (C), vol. 258, Communiqué du 23 mars 1944 concernant le camp de réfugiés de Sierre.

²¹⁷ AF, E 4001 (C), vol. 258, session d'été du Conseil national concernant le camp de réfugiés de Sierre.

ne pas perdre de vue qu'il porte atteinte au renom de la Suisse, comme pays d'accueil. Il ne faut en outre pas oublier que de nombreux Etats observent attentivement le traitement accordé par la Suisse aux réfugiés étrangers. Le fait que divers consulats se sont intéressés à l'incident est une indication à cet égard. Il est absolument nécessaire, pour le bon renom de la Suisse, mais aussi pour des considérations de politique intérieure, que de petits incidents pouvant donner ou donnant l'impression qu'il existe de l'antisémitisme en Suisse, fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que les responsables soient sévèrement punis dans le cadre de notre législation et en tenant compte équitablement de toutes les circonstances²¹⁸.

Le jugement rendu en février 1945 condamna les Valaisans impliqués dans la rixe et innocent les réfugiés juifs. La Police cantonale reconnut elle-même que les réfugiés [avaient] été attaqués sans provocation de leur part par quelques énergumènes pris de vin. Par contre, elle refusa de croire que cette affaire ait été un coup monté comme semblent nous le faire admettre les réfugiés du camp. Si le rapport de la Police cantonale refuse de parler d'acte antisémite, il souligne que l'attitude de certains réfugiés du camp de Sierre ne faisait de loin pas l'unanimité au sein de la police et de l'opinion publique sierroise. On cite le président de la bourgeoisie de Sierre, ces réfugiés n'ont pas toujours eu une conduite exemplaire. Ils occupent les établissements publics, les cafés, les tea-rooms et les cinémas d'une façon qui n'est certainement pas faites pour leur attirer des sympathies²¹⁹. La Police cantonale, dans ce même rapport, critique de façon plus virulente l'attitude des réfugiés juifs du camp de Sierre: Nous tenons cependant à souligner qu'il est exact que la population de notre cité est quelque peu montée contre les juifs du camp. Effectivement quelques éléments se permettent des actes qui ne sont pas faits pour gagner l'estime de la population. Dans les magasins, ils veulent tout obtenir sans coupon de rationnement et on nous les présente comme des individus collants dont on ne peut se débar-

asser avant de leur avoir donné satisfaction. D'autres réfugiés n'hésitent pas à arrêter des dames sur la chaussée et de mendier des titres de rationnement en invoquant toutes sortes de motifs. D'autres enfin poussent la hardiesse jusqu'à se présenter au domicile d'épouses de soldats suisses mobilisés pour leur demander une sortie avec eux. Tous ces actes, bien que n'ayant pas directement trait à la bagarre qui s'est déroulée dernièrement, ne sont pas de nature à calmer la population, mais bien à l'exciter d'avantage. Dans l'opinion publique nous entendons assez fréquemment parler avec quelque mépris de ces réfugiés si peu reconnaissants de notre hospitalité. De là, au fait que des individus chicanes et batailleurs comme surtout les frères I. profitent de l'occasion pour passer aux actes il n'y a qu'un pas²²⁰.

Le cas de Sierre n'est pas unique. A Aproz, village faisant partie du rayon de déconsignation du camp de Châteauneuf, de nombreux incidents ont rapidement surgi avec les internés polonais. Selon le rapport de la Police d'armée, les disputes étaient causées dans la majorité des cas par les habitants de la région, si bien que la décision fut prise d'exclure le village du rayon de déconsignation.

*Vu la mentalité de la population indigène et afin d'éviter le renouvellement d'incidents tels que ceux qui se sont passés le mois dernier, j'ai décidé de retirer purement et simplement le village d'Aproz du rayon de déconsignation*²²¹.

A la suite à cette décision il n'y a plus eu aucun ennui au camp de Châteauneuf pendant les heures de déconsignations²²².

A Glis, une bagarre générale a failli éclater le 15 avril 1945. Des civils ont insulté des internés italiens qui passaient tranquillement leur chemin en les traitant de lâches italiens, de voleurs, etc. Il y avait là soixante à septante personnes, y compris les internés. On fit appel à la gendarmerie cantonale, à la gendarmerie d'armée ainsi qu'à des troupes de garde stationnées à Brigue. L'incident fut clos rapidement. Selon le rapport du commandant du camp, à la suite

■
²¹⁸ AF, E 4001 (C), vol. 258, Lettre du 18 avril 1944 du chef de la Division de police au conseiller national Camille Crittin, avocat à Martigny.

²¹⁹ AF, E 4001 (C), vol. 258, Lettre du 22 mars 1944 de Amstein au chef de la Police fédérale.

²²⁰ AF, E 4001 (C), Bd 258, Lettre du 22 mars 1944 de la Police cantonale valaisanne (signée par Dayer au nom du Service de la sûreté), au juge instructeur du district de Sierre.

²²¹ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 669, Lettre du 7 décembre 1942 du commandant du secteur Rhône, le colonel Perret, au commandant du camp de Châteauneuf.

²²² AF, E 5791 (-) -/1, vol. 669, Lettre du 21 décembre 1942 du colonel Perret à l'officier de l'Etat-major du CFIH.

d'un concours de tir ayant eu lieu le matin même, les civils étaient pris de vin et certains étaient encore armés. Ce début d'agitation, selon le commandant du camp, n'était pas provoqué uniquement par l'abus d'alcool, mais parce qu'*un très mauvais esprit contre les internés* régnait à l'encontre des Italiens du camp de Glis. Le lendemain, le commandant suisse, de même que le capitaine italien Giulio Chiesa, officier responsable du camp, souhaitaient même la levée du camp sans aucun délai :

*Afin d'éviter que ces scènes désagréables puissent se répéter, étant donné qu'il ressort clairement que les internés ne sont pas les bienvenus à la population du village, [...] je vous prie, mon colonel, de vouloir dissoudre au plus vite le camp. [...] Dans le cas où le camp ne dût pas être dissous, [...] je vous demanderai ma démission en signe de protestation*²²³.

A travers ces rixes et leurs sources administratives, on saisit un peu mieux l'attitude de la Police valaisanne et de l'opinion publique par rapport aux réfugiés. Selon Gollut, le commandant de la Police cantonale, les intérêts de la Confédération ne semblaient pas coïncider avec les intérêts du canton et des communes. Car, alors que la Confédération avait intérêt à ce que l'accueil se passe aussi bien que possible, sorte d'*image de marque* à préserver pour éviter des critiques pouvant mettre en cause le *bon renom de la Suisse*, les communes et le canton avaient pour objectif de protéger la population indigène. De ce fait, il est difficile d'accepter, selon Gollut, que pour des raisons de propagande, – à savoir une opinion favorable de la Suisse à diffuser après la fin des hostilités – on laisse aux internés une trop grande liberté : *nous sommes trop généreux*, écrit-il alors et il souhaite *un traitement humain, mais avec des ordres fermes*. Du reste, toutes ses décisions allaient dans ce sens : renforcer la surveillance des camps; exiger plus des réfugiés qui ne travaillent pas assez et disposent de trop de libertés durant la journée; être plus strict, car la discipline laisse à désirer dans cer-

tains camps. Tous les rapports de la Police cantonale mettent en avant la trop grande liberté accordée aux internés. Et le commandant Gollut de conclure : *Cette situation est désagréable et la population s'en plaint*²²⁴.

RAPATRIEMENT DES INTERNÉS MILITAIRES

Peu avant le rapatriement des internés, la Confédération demeurait très sensible à sa bonne renommée. La lecture de nombreux rapports, dont celui de Probst, chef de section du CFIH, en témoigne :

*Maintenant surtout, il faut user de beaucoup de psychologie vis-à-vis des internés, en raison du bon renom de la Suisse. Il faut que les internés emportent un bon souvenir de leur passage en Suisse, car sûrement une fois chez eux, les petits ennuis s'estomperont. [...] Il faut s'attendre à ce que lors des rapatriements de toutes nationalités, il y aura des restants en Suisse, certains en raison de la situation politique de leurs pays, d'autres de par leurs attaches en Suisse, de travail ou d'amitié féminine. Ces restants poseront des problèmes assez difficiles à résoudre, ils seront peut-être obligés de partir quand même*²²⁵.

Le traitement des internés polonais était déterminé par une convention polono-française conclue en juin 1940 au moment de leur internement. Cette convention prévoyait que les troupes polonaises incorporées à l'armée française et internées en Suisse puissent retourner en France à la fin de la guerre pour y être démobilisées²²⁶. Les Polonais ont pu être rapatriés, dès que la question des événements qui arrivaient au-delà de la frontière fut résolue. Le rapatriement des internés russes commença le 10 août 1945 impliquant dix mille personnes réparties dans nonante camps environ. Il était prévu d'organiser un convoi de mille personnes par jour. Pour les Italiens, les premières demandes de rapatriement datent de mars 1945. A cause de la fermeture de la frontière, les demandes n'ont pu quitter la Suisse qu'en octobre 1945, malgré la volonté des autorités

■
²²³ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 621, Lettre du 16 avril 1945 adressée à l'officier de liaison du secteur Rhône et signée par le capitaine Glutz, commandant du camp de Glis, et par le capitaine Chiesa Giulio, officier italien responsable du camp.

²²⁴ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 621. Lettre adressée à la direction centrale des camps de travail pour réfugiés. A la suite de la rixe de Granges, deux rapports furent effectués par la Police cantonale valaisanne.

²²⁵ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 664, 4.5.45, intervention du 4 avril 1945 du chef de section du CFIH, colonel Probst, lors des rapports des commandants de camps du secteur Rhône.

²²⁶ RH, 22 mai 1945, A propos du départ des internés polonais.

suisses. Les internés se montraient impatients de retourner en Italie. Mais, faute d'une bonne communication, ils étaient persuadés de la responsabilité des autorités suisses et ne comprenaient pas les réticences des armées d'occupation en Italie. De ce fait, une communication fut faite, notamment par des délégués du CICR au cours de leurs visites dans les camps, afin d'expliquer cette situation singulière. L'objectif principal était d'empêcher toute diffusion de renseignements inexacts et de lutter contre une certaine démobilisation ou une inquiétude dommageables²²⁷. En avril, l'Etat-major, selon les désirs de l'officier de police allié, a décidé de rapatrier les réfugiés italiens dans l'ordre suivant : carabinieri, finanzieri, partisans et prisonniers de guerre évadés, par secteur ou par camp, en proportion de la possibilité d'accueil des camps de transit institués en Italie du Nord²²⁸. Environ six cents hommes du groupe Val Toce auraient dû être rapatriés par Brigade le 5 mai, avec un petit groupe d'étudiants qui avaient terminé leurs études. Finalement en mai 1945, mille hommes par jour ont pu être rapatriés par Brigade, par le Tessin ou encore les Grisons²²⁹.

En conclusion, lors de la Deuxième Guerre mondiale, plus de trois cent mille personnes, avec un pic de cent mille lors des derniers mois de la guerre, ont trouvé un refuge plus ou moins durable sur le territoire helvétique. Comme le précise un communiqué de presse, le camp devait donner la possibilité aux internés et aux réfugiés *d'exercer une activité corporelle, de les préparer à la vie difficile qui les attendait à l'issue de la guerre, de pallier le manque de main-d'œuvre nécessaire à l'extension des cultures, et les faire contribuer à l'effort national d'auto-suffisance alimentaire ainsi qu'à leurs dépenses d'entretien tout en facilitant le contrôle de gens peut-être dangereux*²³⁰. L'extension des cultures voulue par le plan Wahlen et les travaux agricoles

en général ont impliqué au total plus d'un million de jours de labeur effectués par des personnes isolées ou regroupées pour des travaux en équipe. Ce sont encore plus de 1,3 million de jours qui furent consacrés à la construction de routes, sans compter les travaux dans les tourbières, les mines, les forêts, et les contrats pour l'armée (1,4 million de jours). Malgré ces chiffres, qu'il faut prendre avec précaution, les rendements et la qualité restèrent faibles. En effet, l'auto-suffisance recherchée ne fut pas atteinte en raison d'une trop faible proportion de réfugiés aptes et préparés au genre de tâches qu'on leur confiait, mais aussi par le fait que les entreprises devaient se limiter à des activités peu profitables à cause de l'inexpérience de la main-d'œuvre et de l'interdiction d'entrer en concurrence avec des travailleurs suisses.

Les conditions de vie des internés, compte tenu du contexte de la guerre, étaient difficiles, tant au niveau des infrastructures mises à disposition que de la rudesse du travail à accomplir; le plus souvent inadaptés à la formation professionnelle des internés, ces travaux n'avaient pas toujours des objectifs clairement définis. Enfin, comme l'affirmait Zaugg, directeur de la Zentralleitung en 1944 et comme on peut le constater du reste avec cette brève étude sur les camps d'internement civil et militaire, la direction centrale des camps était devenue, en quelque sorte, un *petit Etat dans l'Etat*. En effet, elle comprenait des hommes de tous les pays et de tous les âges, possédait notamment ses universités, ses hôpitaux, ses entreprises. De plus, avec un effort constant vers l'auto-suffisance financière, avec une organisation autonome des loisirs et des activités culturelles, voire une volonté de restreindre le contact avec l'extérieur, la direction centrale des camps représentait véritablement, à l'intérieur de la société suisse, selon l'expression d'André Lasserre, un *univers autre*.

■
²²⁷ AF, E 5791 (-) -/1, vol. 621, Lettre du 11 avril 1945 de Paul-E. Martin, membre du CICR, au colonel Probst, chef de section du CFIH.

²²⁸ AF, E 5791 (-) -/1, 621, Lettre du 19 avril 1945 du colonel Probst à l'ambassade d'Italie concernant le rapatriement des Italiens.

²²⁹ AF, E 5791 (-) -/1, 621, Lettre du 1er mai 1945 concernant le rapatriement des Italiens.

²³⁰ LASSERRE 1995, p. 239.